



HAL
open science

**Les gangs et les pouvoirs politiques locaux, traduction
de l'américain d'un chapitre de l'ouvrage de Martin
Sanchez-Jankowski, Islands in the Streets – Gangs and
American Urban Society (Berkeley, University of
California Press, 1991)**

Martin Sanchez-Jankowski, Isabelle Charpentier

► **To cite this version:**

Martin Sanchez-Jankowski, Isabelle Charpentier. Les gangs et les pouvoirs politiques locaux, traduction de l'américain d'un chapitre de l'ouvrage de Martin Sanchez-Jankowski, Islands in the Streets – Gangs and American Urban Society (Berkeley, University of California Press, 1991). La Politique ailleurs, 1998, pp.298-334. hal-03696328

HAL Id: hal-03696328

<https://u-picardie.hal.science/hal-03696328v1>

Submitted on 15 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

LES GANGS ET LES POUVOIRS POLITIQUES LOCAUX*

PAR

Martin SANCHEZ-JANKOWSKI

Professeur à l'Université de Berkeley - Californie

Traduction : Isabelle CHARPENTIER

Doctorante, CURAPP-CNRS

"J'ai vu des occasions à saisir et je les ai saisies".

George Washington Plunkitt, *Plunkitt of Tammany Hall : A Series of Very Plain Talks on Very Practical Politics* (1905).

Peu de recherches se sont jusqu'ici attachées aux relations entre les pouvoirs politiques locaux¹ des grandes villes et les gangs. Les rares études qui en traitent privilégient généralement deux types principaux d'associations, d'ailleurs assez distincts. Thrasher déjà avait décrit les relations entre les gangs et la "machine politique locale"² comme "incorporant" les premiers dans la seconde, les gangs effectuant de nombreuses petites tâches au profit

* Extrait de *Islands in the Street. Gangs and American Urban Society*, Berkeley, University of California Press, 1991, ch. 7, pp. 215-251. Avec l'aimable autorisation des Presses de Berkeley. Cette traduction a bénéficié de la relecture avisée et bienveillante de Monsieur Jean-François Egéa (Faculté C.L.E.R.C. - Université de Picardie - Jules Verne). Qu'il trouve ici l'expression de toute ma gratitude pour ses précieux conseils.

1. N.D.L.T. : L'expression "political structure of cities", traduite ici par "pouvoirs politiques locaux", inclut aussi bien les administrations municipales (services reliés aux mairies) que les élus des villes.

2. N.D.L.T. : On a choisi de traduire les expressions "political machine" ou "machine politics" par "machine politique". L'expression renvoie en fait à un système d'organisation politique pragmatique des villes américaines, certaines ayant été fortement structurées politiquement au cours de leur histoire par un parti politique déterminé, tant au niveau des services administratifs locaux (mairie) que des élus.

des pouvoirs politiques locaux en période électorale. Dans cette perspective, le gang est simplement considéré comme une organisation locale manipulée par le "patron" ("boss") politique de la ville³. Cependant, des enquêtes postérieures décrivent les relations des gangs et du système politique comme soit relativement distanciées, soit complètement inexistantes ou insignifiantes et, en tous cas, les passent sous silence. Deux raisons essentielles peuvent expliquer cet état de fait. D'abord, dans la mesure où les machines politiques sont devenues moins influentes et où la Mafia a modifié ses façons d'opérer dans la plupart des grandes zones urbaines américaines, on part du postulat que toutes les relations que les gangs ont pu développer par le passé avec les hommes politiques ont du même coup disparu⁴. Ensuite, dans la mesure où les activités politiques sont perçues comme associées au monde des adultes et non à celui des jeunes, et comme les gangs sont unanimement considérés comme des organisations regroupant exclusivement des adolescents, aucun lien ne peut donc être fait entre elles et la politique⁵.

Il est intéressant de remarquer que les recherches anciennes comme les plus récentes présentent deux visions très différentes des rapports des gangs et du système politique. Elles ont cependant un point commun : elles renvoient toutes deux à une conception plutôt restrictive des relations politiques, comme impliquant, d'une manière ou d'une autre, des élus. Or, aujourd'hui comme hier, cette approche est beaucoup trop limitée pour prétendre rendre compte de la réalité des comportements des gangs. Comme nous le montrerons, l'investissement politique des gangs actuels implique des relations avec : 1) des élus ; 2) des personnalités politiques locales non élues (représentants des différents quartiers⁶) ; 3) des fonctionnaires chargés d'appliquer les politiques publiques afférentes aux gangs ; 4) des travailleurs sociaux "de terrain" et 5)

3. Thrasher partait au moins du postulat que les leaders politiques étaient corrompus et qu'ils étaient l'un des maillons du crime organisé. L'implication des gangs dans le système politique s'apparentait donc à une forme d'apprentissage aux activités criminelles adultes. Voir Thrasher (F.), *The Gang : A Study of 1303 Gangs in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press, 1928, pp. 313-336.

4. Rappelons que dans l'analyse de Thrasher, il existe un lien direct entre les appareils politiques corrompus, la Mafia et les gangs. En effet, pour Thrasher, le gang n'est pas seulement une organisation d'adolescents, il existe au contraire plusieurs sortes de gangs, certains (notamment ceux comportant de jeunes adultes) n'étant que des viviers pour la Mafia. Voir Thrasher (F.), *The Gang*, op. cit., pp. 281-312.

5. On devrait inclure le travail de Suttles dans cette série d'études sur les gangs et la politique ; Suttles (Gerald D.), *The Social Order of the Slum : Ethnicity and Territory in the Inner City*, Chicago, University of Chicago Press, 1968, pp. 119-122. Horowitz décrit aussi la relation des habitants qu'elle étudie avec la politique locale, mais passe sous silence toute relation entre les gangs et la politique ; Horowitz (R.), *Honor and the American Dream : Culture and Identity in a Chicano Community*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1983, pp. 209-218 et 225.

6. N.D.L.T. : La notion américaine de "community" est ici traduite par "quartier" ou "société locale". On a choisi de suivre les annotations de Loïc J.D. Wacquant lorsqu'il évoque l'ouvrage de Martin Sanchez-Jankowski dans un article paru dans *Actes de la Recherches en Sciences Sociales*. "Le gang comme prédateur collectif", p. 92 note 6 : "la « communauté » dont il s'agit ici n'est pas le groupe ethnoracial dans son ensemble (Blancs de descendance italienne

des responsables associatifs de quartier⁷. Ce chapitre s'inscrit dans ce cadre conceptuel et vise à analyser les rapports des gangs et de chacune de ces différentes institutions constitutives de la structure politique locale.

De manière générale, ces rapports peuvent être décrits comme des "relations d'échanges", dont la configuration dépend des acteurs en présence. Les relations d'échanges entre les gangs, les hommes politiques et les fonctionnaires prennent deux formes principales : l'opportunisme, qui implique des relations temporaires et occasionnelles, tendues et intermittentes, et la prudence, qui suppose des relations plus directes et continues, routinisées et institutionnalisées. Ce chapitre tend à cerner et à analyser les fondements respectifs de ces deux relations d'échanges, pour décrire ainsi les liens entre les gangs et certaines institutions primaires de la société.

I - LES RELATIONS AVEC LES HOMMES POLITIQUES

Chacun des trente-sept gangs observés pendant plus de dix ans d'enquête a établi des relations d'échanges à caractère opportuniste et instrumental avec les hommes politiques de sa ville⁸. Si tous ne maintiennent pas des liens durables avec les mêmes hommes politiques, vingt-sept d'entre eux ont développé des contacts réguliers et conséquents. La nature de ces relations dépend du type de "culture politique" de la ville et de l'implication ou non d'un élu.

Seuls les gangs de New York et de Boston ont des contacts directs et sérieux avec les services du maire et les élus du conseil municipal. Aucun gang de Los Angeles n'entretient ce type de relations avec les services des élus de la ville. Cette tendance est liée à l'influence de "cultures politiques" différentes dans chacune de ces trois villes. A New York ou Boston, où les élections comportent encore des enjeux idéologiques partisans et où une "machine politique" continue de produire des effets, les gangs et les élus (ou leurs partis) ont souvent instauré des relations plus directes, routinières et instrumentales. Mais à Los Angeles, qui n'a jamais connu de "machine politique", aucune relation de travail directe n'est établie.

La raison principale pour laquelle les gangs et les hommes politiques ont pu instituer des contacts à New York et à Boston réside dans le fait que chacune des parties a estimé de telles relations mutuellement profitables. Les

(suite note 6) ou irlandaise, Afro-américains, Portoricains, Dominicains, etc.), mais ceux de ses membres présents sur le territoire du gang en question, étant acquis que ce territoire est, dans la très grande majorité des cas, ethniquement homogène".

7. Certaines des organisations communautaires locales sont bénévoles, d'autres sont subventionnées par des deniers publics. Spécialisées par quartiers, elles visent à répondre aux besoins spécifiques de groupes ethniques ou de classes sociales définies.

8. Sous le terme "homme politique", il faut entendre à la fois les titulaires d'une position de pouvoir politique et les prétendants à un tel poste.

hommes politiques de ces villes voient dans les gangs des ressources politiques potentielles. Comme le soulignent leurs équipes, les gangs font partie intégrante de l'environnement local et, en tant que tels, représentent une ressource. Après tout, les gangs sont organisés ; ils connaissent les gens de leur quartier et les habitants les connaissent. A New York et à Boston, la machine politique traditionnelle dépérit, et les gangs offrent en quelque sorte une ressource collective aux hommes politiques, pour combler en partie le vide organisationnel laissé par cet effondrement⁹. Deux témoignages révèlent ce concours des gangs aux actions des hommes politiques dans les deux villes.

H.O. est l'assistant d'un homme politique new-yorkais :

“Nous avons, c'est vrai, des contacts étroits avec quelques gangs locaux, pour nous aider à organiser une campagne efficace dans certaines zones. Ce n'est pas nécessairement de notoriété publique, mais c'est parfaitement adapté. Les gangs connaissent les gens de leur quartier et ils peuvent agir auprès d'eux bien plus efficacement que nous ne pourrions le faire nous-mêmes. C'est simple. Ils sont utiles. Sinon, je ne serais pas là”.

De même, P.K., assistant d'un homme politique de Boston, déclare :

“Je fais ce travail depuis longtemps, et comme les vieilles structures battaient de l'aile, nous avons dû tout reconstruire. C'était difficile à organiser parce que le contexte avait changé dans le quartier. Mais les gangs nous ont aidés à nous en sortir parce qu'ils sont organisés et peuvent travailler comme une vraie machine pour faire gagner des voix au parti. Après tout, ils connaissent la plupart des gens du coin et peuvent leur parler. Ils nous sont vraiment assez utiles de temps en temps”.

Chaque gang étudié reconnaît l'importance des relations avec les hommes politiques pour maintenir leur organisation. Ils sont persuadés que ces liens avec ceux qui détiennent le pouvoir leur donnent l'occasion de solliciter de temps en temps certains avantages. Aucun gang n'a élaboré de réelle “stratégie de corruption” en direction des hommes politiques avec lesquels ils veulent entrer en contact. Cependant, ils ont assez de sens politique et d'astuce pour savoir que quand ils veulent quelque chose, il est non seulement utile de le demander, mais encore qu'ils ont de grandes chances de l'obtenir, comme en témoignent ces deux déclarations de membres de gangs différents.

9. On ne compte plus les études portant sur le système politique “classique” (traditionnel). On n'en citera que quelques-unes : Gosnell (H.), *Machine Politics : Chicago Model*, Chicago, University of Chicago Press, 1937 ; Meyers (G.), *The History of Tammany Hall*, New York, Boni et Liveright, 1917 ; Bridges (A.), *A City in the Republic : Antebellum New York and the Origins of Machine Politics*, New York, Cambridge University Press, 1984 ; Riordan, *Plunkitt of Tammany Hall* ; Dineen (Joseph F.), *The Purple Shamrock : the Honorable James Michael Curley of Boston*, New York, Norton, 1949. Sur le déclin du système politique, voir aussi Lowi (Th.), “Machine Politics - Old and New”, in *The Public Interest*, n° 9, Fall 1967, pp. 83-92.

Le premier, Hammer, 18 ans, est le chef d'un gang irlandais de Boston :

"Nous n'avons pas d'attente précise vis-à-vis des hommes politiques que nous aidons. Nous savons simplement que le moment venu, si on a besoin d'aide pour telle ou telle chose, on demande et on obtient. Il n'y a eu que trois fois où on n'a rien obtenu. Et encore, dans deux cas, ils nous ont renvoyé l'ascenseur autrement. Alors vous savez, on les aide et on attend d'avoir besoin de quelque chose en retour".

Le second, Disk, 16 ans, est membre de base d'un gang d'Afro-américains et de Portoricains :

"J'appartiens à ce gang depuis deux ans et je sais que quand on essaie de tenir un de ces grosses légumes d'élu, on ne va jamais les trouver pour leur dire : voilà ce qu'on veut. Ça serait stupide ! D'abord parce qu'ils nous enverraient balader. Et deuxièmement, on ne sait jamais ce qui peut arriver par la suite. Alors c'est mieux d'attendre et de demander le moment venu... La plupart de temps, à chaque fois qu'on a demandé quelque chose, on l'a eu. Sauf quelques fois avec des mecs à chier, mais la plupart du temps, on obtient ce qu'on a demandé, à condition de ne pas demander tout le temps".

L'un des points les plus intéressants dans les relations entre les hommes politiques et les gangs a trait à la façon dont le lien s'opère entre les deux parties. En cette matière, on peut mettre en évidence deux grandes tendances : pour les gangs irlandais, quelle que soit la partie qui en prend l'initiative, le contact se noue par l'intermédiaire de travailleurs des centres sociaux. En général, ces derniers ont des liens étroits d'une part avec un parti ou une organisation politique et, d'autre part, avec de nombreux gangs. Quand l'une des parties en présence veut établir un contact avec l'autre, elle passe donc par les travailleurs sociaux. En pratique, le parti politique d'un élu (ou d'un candidat) donne à l'un d'eux des détails sur le type d'aide attendue des gangs. La personne transmet alors le message aux chefs du gang local et discute des détails du marché pour le compte du parti politique. Quand l'action est terminée, le contact est souvent chargé de distribuer en retour au gang les faveurs réclamées. Dans la plupart des cas, la personne choisie pour servir de contact entre le gang et le parti politique change. Par exemple, on retrouve à chaque fois un petit nombre de travailleurs sociaux chargés d'arranger les contacts entre les hommes politiques et les gangs irlandais.

Les liens entre les gangs non irlandais de New York et les hommes politiques sont facilités, dans la mesure où ils s'effectuent par l'intermédiaire des représentants de ces derniers. Quand un homme politique décide ainsi de s'appuyer sur un gang dans une zone particulière, un membre de son équipe est spécialement chargé d'arranger cette collaboration. Dans 42 % des cas (soit cinquante-sept cas) recensés sur dix ans, l'agent de contact avec le gang est une personne de couleur, elle-même originaire d'un quartier pauvre. Cependant, dans 58 % des cas (soit soixante-dix-huit cas) observés, l'agent de liaison est issu de la classe moyenne ou moyenne supérieure. Lors des premières observations de

cette interaction, je trouvais plutôt incongru de voir quelqu'un de si bien vêtu (d'un strict costume classique) parlementer avec les membres des gangs dans ces zones de grande pauvreté. Bien que le contact se trouvait presque toujours sur le territoire des gangs, aucune des parties ne semblait particulièrement embarrassée ou intimidée par l'autre. L'un des représentants m'a ainsi confié : *"Pourquoi aurais-je peur ? Ils (le gang) savent pourquoi je suis ici. Ils ne vont pas m'attaquer, ils sont conscients que les affaires, c'est les affaires"*¹⁰.

Quand les gangs veulent entrer en contact avec les représentants du parti d'un homme politique donné, ils appellent généralement un numéro de téléphone qui leur a été communiqué lors de discussions antérieures ou ils contactent un leader de la communauté ("street-level politician") qui a des liens avec le parti politique en question. Cependant, quelque soit la manière dont la liaison est créée, les demandes des gangs transitent par toute une chaîne de personnes. Malgré cette logistique relativement lourde, les gangs reçoivent des réponses assez rapides à leurs requêtes.

On comprend bien que les hommes politiques évitent tout contact direct avec les gangs. En fait, ils nient toujours avoir un lien quelconque avec eux, parce qu'ils savent que dans les représentations communes, les gangs sont considérés comme une plaie sociale¹¹. Les contacts indirects apparaissent ainsi plus prudents politiquement. De cette façon, l'homme politique peut nier avoir connaissance de toute implication des gangs dans son parti. Ce type de contact s'apparente essentiellement à un moyen de "blanchir" les profits politiques engrangés lors de telles transactions.

Restent trois questions principales concernant ces relations. D'abord, que font donc les gangs pour les hommes politiques ? Ils leur rendent six principaux types de services. En premier lieu, ils diffusent souvent des tracts pour les candidats lors des élections, non seulement dans les bureaux de vote le jour du scrutin, mais aussi en faisant du porte-à-porte chez les habitants de leur quartier. Ensuite, ils collent des affiches dans différents lieux publics du quartier et dans les bureaux de vote. Ils incitent encore les gens à se rendre aux urnes le jour du scrutin. Parfois, on les charge de se rendre au domicile des gens pour leur rappeler qu'ils n'ont pas encore effectué leur devoir civique, ou pour aider ceux qui ont du mal à se déplacer au bureau de vote ; ils les y conduisent alors fréquemment en voiture. Dans d'autres circonstances, on les utilise aussi pour inciter les gens à voter pour tel ou tel candidat, en les harcelant continuellement en période de campagne électorale et en se montrant physiquement dans les bureaux de vote le jour du scrutin. En outre, certains

10. Ce témoignage n'a pas été enregistré mais pris en note.

11. A cet égard, le cas du maire de Chicago, Jane Byrne, est exemplaire. Le bruit a couru que son parti avait sollicité le gang El Rukn pour lui prêter "politiquement" main forte dans les quartiers Sud ("South Side") de Chicago. Elle a toutefois démenti catégoriquement avoir entretenu avec lui le moindre contact, malgré l'existence de preuves formelles de ces transactions. Voir *The Chicago Tribune*, 5.02.1983.

gangs de taille relativement importante sont assez riches ; deux d'entre eux font régulièrement des dons financiers pour la campagne d'un homme politique particulier. (Ceci, bien sûr, apparaît plus comme l'exception que la règle). Bien que cette pratique soit plus rare que les autres, il arrive aussi que quelques gangs entreprennent de stimuler brutalement la collecte de fonds pour la campagne de certains hommes politiques, en menaçant des personnalités et des hommes d'affaires.

Bien sûr, la plupart de ces activités se déroulent en période électorale. Cependant, les gangs rendent parfois un autre type de service avant l'échéance électorale : plusieurs hommes politiques en vue ont ainsi fait appel à rien moins que sept gangs (un chacun) pour saper en secret les campagnes de leurs concurrents. En premier lieu, six gangs ont discuté avec les habitants du quartier, en vue de les dissuader d'apporter leur soutien au candidat concurrent. Trois gangs, dont un qui avait refusé la méthode de persuasion des résidents, ont essayé d'intimider physiquement l'équipe et les soutiens des candidats concurrents de leur "client". Dans deux cas sur trois, ces menaces physiques ont produit l'effet escompté : le challenger a retiré sa candidature. Cependant, les gangs n'entreprennent aucun acte d'intimidation physique sans tenir compte des retombées potentielles sur leurs relations avec l'environnement local. Si un acte est considéré comme pouvant entraîner des réactions de réprobation et donc vraisemblablement compromettre les liens avec le réseau communautaire, le gang refuse de s'engager. En plus de dix ans d'enquête, on a rencontré quatorze fois ce cas de figure dans six gangs différents.

Deuxième interrogation majeure soulevée par les rapports entre les gangs et les hommes politiques : comment les gangs sont-ils payés de leurs efforts ? La réponse à cette question varie en fonction de la composition ethnique du gang. Les gangs irlandais participent aux campagnes électorales en contact étroit avec les travailleurs sociaux, du coup leur collaboration effective est attendue et routinisée - ce qui signifie, en d'autres termes, qu'ils font partie intégrante de la "tradition" politique locale. Cependant, leur implication politique routinière est rétribuée : l'homme politique doit leur garantir un emploi dans l'avenir. Cela ne signifie pas forcément qu'il leur fournira un travail dans l'administration locale (relation de patronage). L'engagement est plus flou : il est dès lors admis qu'un "piston" est possible, pas forcément dans le même secteur d'activités, grâce notamment aux contacts dont l'homme politique dispose parmi ses soutiens. Un volant d'emplois leur est donc réservé. De plus, même si l'homme politique échoue dans sa conquête d'une position de pouvoir politique, les gangs sont persuadés que les travailleurs sociaux rencontrés à cette occasion les récompenseront du travail accompli pour l'homme politique, puisque ce sont ces animateurs qui ont originairement fait appel à eux. Les déclarations de deux membres de gangs irlandais de villes différentes illustrent bien ce sentiment. Pen, 17 ans, appartient à un gang de Boston :

“Tiens, nous (le gang), on bosse pour les hommes politiques que l’animateur du quartier estime être les meilleurs. S’ils gagnent, les mecs les plus âgés auront du boulot s’ils le souhaitent. Tu sais, on bosse, mais on est récompensé... La plupart des jobs proposés consistent à s’occuper de la ville, mais très souvent ils nous dénichent aussi du travail avec d’autres personnes qu’ils connaissent, des entrepreneurs ou autres... Eh bien, ceux d’entre nous, comme moi, qui sont jeunes, on aura du travail plus tard, parce qu’on a fait notre part de boulot à chaque fois qu’on a été contactés par les animateurs socioculturels, pour le compte de ceux qu’ils voulaient et ils s’en souviendront”.

Bridge, 16 ans, est membre d’un gang irlandais de New York :

“Les animateurs socioculturels du quartier s’occupent de nous. Tu vois, tout est basé sur les contacts ; tu sais, il n’y a que ceux que tu connais qui peuvent te faire avoir un boulot. Alors quand on aide quelqu’un de la politique, chacun sait qu’ils ont intérêt à s’en souvenir et qu’ils devront nous aider le moment venu. Ils doivent nous fournir un job si un jour on en veut un... Pas forcément le mec qu’on a aidé, ça peut être lui, mais pas forcément ; parce que s’il n’a pas de pouvoir, les animateurs du quartier parleront à quelqu’un pour trouver un boulot, n’importe quoi, à celui d’entre nous qui en cherche. Tu vois, la politique, c’est une sorte d’investissement”.

Il est intéressant de remarquer que ces jeunes travaillent avec les hommes politiques à peu près de la même manière que leurs aînés, quand la machine politique fonctionnait parfaitement. Ainsi, et bien que ce modèle ait disparu dans les faits, on peut constater certaines rémanences, au moins parmi les gangs irlandais.

Les gangs non-irlandais sont le plus souvent récompensés de leur concours politique par des “faveurs” de différente nature. Sur les dix-sept gangs new-yorkais politiquement actifs, quinze reçoivent de l’argent en échange des services rendus. Un représentant d’homme politique déclare ainsi : *“Il n’y a rien de répréhensible à payer un gang pour le travail accompli lors de la campagne. Nous aurions dû de toute façon louer les services de groupes pour faire ce travail, alors autant louer les services d’un groupe qui connaît bien le quartier. Mais je ne vais pas le dire (au candidat) et on ne va pas l’ébruiter”*¹². Bien sûr, tous les gangs sont conscients que c’est une occasion de gagner de l’argent, et ils essaient de négocier la somme la plus élevée possible. Le montant exact des sommes perçues dépend de circonstances diverses, telles l’importance de la position de pouvoir politique en jeu, le caractère plus ou moins serré de la compétition, la volatilité des électeurs de la circonscription et donc l’issue incertaine du scrutin dans cet arrondissement, la capacité du gang à apporter des voix et à faire basculer le résultat du scrutin ou encore l’expérience qu’il a pu accumuler en matière de négociation avec les partis politiques. Souvent, l’inexpérience en ce domaine entraîne des rétributions financières plutôt faibles, alors qu’une habitude plus confirmée permet de négocier à la hausse les sommes allouées.

12. Cette citation n’a pas été enregistrée, mais prise en note.

Parfois, un gang négocie un approvisionnement en drogues, soit pour sa propre consommation, soit pour la revente. Six gangs seulement ont reçu ce type de compensation, il ne s'agit donc pas d'une contrepartie rentable ni fréquente. Dans tous les cas, en outre, ceux qui ont alors traité avec les gangs n'avaient pas de lien direct avec un candidat. Il s'agissait plutôt de membres de différents groupes de pression "para-politiques" ("quasi-political action groups"), qui estimaient le soutien des gangs utile en vue d'atteindre leurs objectifs.

L'une des contreparties les plus fréquemment octroyées est l'assurance d'une couverture contre le harcèlement policier continu. Cette forme de paiement, particulièrement appréciée, est souvent préférée à une rétribution financière. Le problème, c'est que les gangs estiment parfois que l'aide reçue en ce domaine n'est pas à la hauteur des promesses faites et/ou de leurs attentes. Ils s'aperçoivent alors qu'ils ne disposent, en fin de compte, que de peu ou pas de moyens pour obliger l'autre partie à honorer ses engagements. Quand le gang a le sentiment d'avoir été floué par un parti politique, il n'accepte plus pendant très longtemps aucune contrepartie autre que financière. C'est ce qu'explique Bookman, 24 ans, aîné d'un gang de New-York :

"Ecoute ça, on a conclu un marché avec un petit malin qui disait travailler pour l'élection de X (nom du candidat). Il nous a demandé ce qu'on voulait et on a répondu qu'il fasse en sorte que la police nous lâche un peu. Il a dit : "OK, vendu. Pas de pression pendant un moment". On a constaté que la police a un peu relâché son attention. Alors on s'est dit, super, et on a commencé à travailler le quartier en faveur du candidat. Le mec a gagné, la police est restée calme encore un petit moment, et ensuite, ils ont recommencé à nous tomber dessus. J'ai appelé le petit malin, et tout ce qu'il a trouvé à dire, c'est qu'il ne pouvait vraiment rien faire. Eh bien, on s'est fait avoir, et maintenant, on traite seulement pour du fric. On préférerait être débarrassés de la police plutôt que d'avoir des thunes, mais on ne peut pas leur faire confiance pour tenir vraiment leurs engagements... Tu sais, ils peuvent t'obtenir ce que tu veux pendant un temps, mais du jour au lendemain, ils arrêtent de t'aider, et certains membres de ton gang se font prendre. Alors maintenant, on ne marche que pour du fric".

Enfin, neuf gangs ont obtenu des locaux dans de petits bâtiments comme contrepartie de leur travail. La plupart du temps, le loyer était alors payé pour une période limitée, bien que parfois, le gang pouvait l'occuper indéfiniment¹³. Sept gangs s'en sont servis pour s'amuser, les deux autres pour receler des marchandises volées.

13. Seulement neuf gangs ont pu négocier l'usage d'un local privé comme rétribution des services rendus, et ils ont dû discuter les détails de cet arrangement tout au long des dix années qu'a duré mon enquête.

A) Les relations quotidiennes avec les hommes politiques dans les villes non structurées par une "machine" politique locale ("non-machine Cities") comme Los Angeles¹⁴

Les relations entre les gangs et les hommes politiques sont sensiblement différentes à Los Angeles, qui n'a jamais connu de machine politique locale. Les gangs comme les élus (ou les candidats) essaient rarement d'établir un quelconque contact direct. Cependant, quand cela s'avère nécessaire, les deux camps se servent des représentants reconnus des quartiers pour nouer le contact. Le paragraphe suivant précise le statut de ces "représentants". A ce stade de l'exposé, il suffit de comprendre qu'ils remplissent une fonction de courtiers entre les gangs et les hommes politiques.

Pendant des années, les villes sans machine politique comme Los Angeles ont développé et cultivé une "culture civique" ("civic culture"), dans laquelle la participation des citoyens à la vie politique était considérée comme une obligation due à l'Etat¹⁵. Dans ce type de "culture politique", la politique est perçue comme étant l'affaire de personnes honnêtes. Les hommes politiques ne sont donc pas censés être corrompus, ni les citoyens supposés tirer un profit quelconque de leur participation à la vie politique ; mieux, les deux sont censés s'investir uniquement par pur esprit civique¹⁶. Dans une telle "culture politique", il existe un réel effort concerté pour nourrir les symboles de haute moralité de l'arène politique. Ainsi, tant les hommes politiques que les citoyens essaient d'éviter tout ce qui peut paraître entaché de près ou de loin de corruption. Cependant, l'intérêt politique contraint parfois les gens à négocier avec des individus qu'ils n'estiment pas "politiquement honorables" ou dotés d'un esprit civique développé ; c'est ce qui se passe dans les collusions tacites entre les gangs et les hommes politiques à Los Angeles. Chaque camp estime que l'autre est politiquement corrompu et manque de sens civique. Les

14. N.D.L.T. : Le concept de "machine" ou "non-machine cities", très difficile à traduire en français, est pourtant fort usité par les politistes américains. Il renvoie à des villes qui sont ou non structurées politiquement par un système local de partis. En fonction des villes américaines, le rôle joué par les partis politiques s'avère plus ou moins actif, la "machine" locale des partis fonctionne plus ou moins bien et structure de manière différenciée les politiques municipales. Los Angeles se différencie ainsi par exemple de New-York, où la "machine" locale des partis politiques continue, comme par le passé, à jouer un rôle actif, en distribuant des rétributions, tant matérielles que symboliques, aux groupes ethniques qui lui apportent des votes. A ce sujet, et pour l'exemple du Lower East Side de New-York, voir Body-Gendrot (S.), "Luttes de classe et luttes ethniques dans le Lower East Side à Manhattan", in *Revue Française de science politique*, n° 6, vol. 32, décembre 1982, pp. 973-999.

15. Cette tendance au développement d'un "esprit citoyen" propre à chaque ville est née sous l'impulsion de mouvements politiques visant à réformer le système politique, mouvements qui ont émergé dans la première moitié du XX^e siècle aux Etats-Unis. Voir Hofstadter (R.), *The Age of Reform*, New York, Vintage Books, 1955 ; et Banfield (E.) et Wilson (James Q.), *City Politics*, New York, Vintage Books, 1966, pp. 138-150.

16. Pour un exposé du concept d'"esprit civique" ou "citoyen" ou de "culture politique" et sa validation empirique, voir Almond (G.) et Verba (S.), *The Civic Culture*, Boston, Little, Brown, 1965.

gangs pensent que les hommes politiques sont racistes et qu'ils ne se préoccupent guère des communautés de couleur comme les leurs. Ils essaient donc d'éviter tout contact avec eux, de peur que les habitants du quartier ne soient persuadés qu'ils sont associés à cette clique indifférente, corrompue et indésirable.

L'ironie veut que l'on retrouve le même raisonnement chez les hommes politiques. Ils estiment que les gangs ne sont rien d'autre qu'une bande de criminels, et qu'ils doivent donc limiter les contacts avec eux, sous peine de se retrouver directement associés dans l'esprit de la grande majorité de la communauté blanche à ces individus à moralité douteuse, qui menacent de détruire les valeurs de la société américaine¹⁷.

A Los Angeles, la plupart des contacts entre les gangs et les hommes politiques passent par l'intermédiaire des "leaders" des communautés. Cependant, chaque camp sait bien que l'échange, opportuniste et instrumentalisé, a pour but d'obtenir des avantages réciproques mutuellement profitables. Les hommes politiques brandissent les gangs comme un symbole politique négatif, un "attrape-tout" de la criminalité en général : juguler la montée en puissance des gangs reviendrait donc à faire obstacle au crime en général. Par conséquent, les hommes politiques qui souhaitent se présenter comme menant la guerre contre la criminalité, parlent de contrôler ou d'éliminer les gangs.

Les hommes politiques se servent aussi des gangs pour montrer à leurs administrés-électeurs qu'ils se préoccupent du quartier et qu'ils essaient activement de proposer des solutions constructives, en s'attaquant aux problèmes cruciaux. Ils peuvent alors procéder de deux manières : d'abord, certains utilisent les gangs pour manifester leur intention de protéger le quartier du crime et leur souci de préserver les enfants non membres des gangs de la violence et de l'insécurité engendrées par ces derniers. Ils s'en servent encore pour convaincre de leur volonté de protéger ces jeunes garçons déjà enrôlés dans un gang, en les incitant à quitter l'organisation pour suivre des programmes éducatifs. Ils se créent alors une image d'adversaires farouches des gangs et s'efforçant de faire des enfants du quartier des citoyens responsables, bien formés, des travailleurs qui seront considérés comme des citoyens productifs. Un homme politique souligne ainsi : *"Je voulais montrer à tous les habitants que je souhaitais aider chaque membre du quartier, pour améliorer leur situation ; alors je leur disais que j'essaierai de protéger leurs enfants en éliminant les gangs de leur quartier"*.

17. Dans les villes en mutation comme Los Angeles, les gangs ont toutes les chances d'être démonisés par les hommes politiques, démons qu'il convient d'éliminer si la société américaine souhaite conserver ses particularités et ses valeurs. Tout comme d'autres objets, les gangs sont donc assimilés à des fléaux sociaux et politiques, menaçant "l'American Way of Life". Pour une analyse des fléaux qui gangrèneraient la "culture politique" américaine, voir Rogin (M.-P.), *Ronald Reagan, the Movie : And Other Episodes in Political Demonology*, Berkeley, University of California Press, 1987.

Les gangs sont une ressource précieuse pour les hommes politiques, dans la mesure où ils leur fournissent un objet social sur lequel focaliser l'attention du public. En paraissant soucieux de sauver la vie de nombreux jeunes gens membres des gangs, les hommes politiques peuvent susciter un élan de sympathie dans la société locale. De plus, comme les gangs sont associés au crime dans les représentations collectives, et bien que d'évidence les hommes politiques ne peuvent au mieux qu'influer seulement à la marge sur leurs conditions matérielles de prolifération — même si, souvent, ils font bien peu d'efforts pour réaliser ce simple objectif —, les responsables politiques peuvent ainsi se présenter aux yeux du monde comme concernés par le problème, compétents, sérieux et dignes de confiance.

Les gangs ont, eux aussi, essayé d'utiliser les hommes politiques comme des ressources. Dans sept gangs, dix-neuf leaders savent ainsi parfaitement qu'ils ne peuvent attendre aucune faveur matérielle directe des élus de Los Angeles, mais que c'est possible avec d'autres hommes politiques. Ces gangs continuent à être impliqués dans des activités criminelles, en vue d'inciter les hommes politiques à lancer des programmes sociaux pour aider leur quartier, en injectant des ressources supplémentaires dans les réseaux communautaires. Les commentaires de Pato, 18 ans, chef d'un gang mexicain ("chicano"¹⁸) reflètent bien cette idée :

"Ecoute, mec, on sait qu'on ne peut pas faire affaire avec les hommes politiques dans cette ville, ni penser en obtenir quoi que ce soit. Eh, on sait que c'est pas Mexico ici, mais on sait aussi qu'on n'a pas besoin de ça pour essayer de s'en sortir... On sait que si on leur met la pression, on peut les obliger à faire quelque chose pour le quartier, tu sais, comme essayer d'obtenir des mesures sociales. Même si ce programme social essaye de se débarrasser de nous, ça peut aider d'autres gens du quartier. Et si c'est le cas, ils sauront qu'on les a aidés, ça nous donnera du crédit, ils auront confiance en nous et toute cette merde nous permettra finalement de renforcer notre position au sein de la communauté".

Quand de tels programmes sociaux sont effectivement lancés, la plupart des résidents du quartier savent qu'ils le doivent aux gangs, parce que les hommes politiques eux-mêmes disent qu'ils espèrent que ces mesures permettront de limiter les conditions criminogènes. Mais cela ne fait en réalité que renforcer réciproquement l'ancrage respectif des gangs et des hommes politiques dans la société locale.

18. N.D.L.T. : M. Sanchez-Jankowski précise p. 324 que l'identificateur ethnique "chicanos" comprend des populations de Mexicains-Américains et de Mexicains. Avec les Portoricains, les Dominicains, les Salvadoriens et les Nicaraguayens, ils forment l'identificateur "Latinos".

B) Les gangs et les hommes politiques non élus (i.e. les représentants des communautés)

Les gangs et les hommes politiques ne se font pas confiance, ils ne s'apprécient ni ne s'estiment. Mais chacun sait qu'il peut parfois avoir besoin de l'autre ou l'utiliser et s'accorde donc à préserver un échange de services mutuellement profitable. Ils ménagent ainsi un (des) intermédiaire(s), le(s) représentant(s) de la communauté, en vue de faciliter cette coopération ponctuelle. Ce(s) courtier(s) dirige(nt) une association communautaire ou s'occupe(nt) activement des affaires locales. Dans tous les cas de figure, ils s'apparentent, par définition, à des "hommes politiques de terrain" ("street-level politicians"). Dans le quartier, leur légitimité est fondée sur leur capacité à rendre des services aux habitants ; et parce qu'ils sont plus souples dans leurs relations sociales et politiques que les professionnels élus, on les retrouve dans les villes avec ou sans "machine politique". Cependant, leur influence et leur pouvoir sont plus saillants dans les dernières, où ils occupent une position stratégique dans les réseaux de communication entre les élites politiques, les gangs et les résidents du quartier. Voici deux témoignages qui montrent comment les gangs et les hommes politiques se jaugent mutuellement et le rôle que le représentant de la société locale joue dans ces rapports. Gordo, 19 ans, est chef d'un gang mexicain :

"Merde, si je pouvais, je ne ferais pas affaire avec ces petits trous du cul (les hommes politiques). Ils tapent tous sur les Chicanos, ils ne donnent pas deux kopecks si on meurt, si on crève de faim ou si on nous renvoie sur un bateau direct pour Mexico. Ils sont gerbants ; je ne traite pas avec eux à moins d'y être obligé... Quelquefois, quand le jeu en vaut vraiment la chandelle, tu dois négocier avec des gens que tu n'aimes pas. Dans ce cas, on entre en contact avec notre chef de quartier, le représentant du quartier ("barrio jefe") et c'est lui qui fait le lien. Après, si on doit rompre l'accord, c'est aussi par lui qu'on passe".

T.H., homme politique de 34 ans, représentant d'un quartier où opère un grand nombre de gangs, illustre l'autre point de vue.

"Nous ne voulons jamais donner l'impression qu'on est en contact avec un des gangs, parce que le public penserait que ce n'est pas convenable, qu'il y a une embrouille. Mais vous savez, il y a des moments où c'est important d'avoir des contacts. Alors quand c'est le cas, on établit ce contact par l'intermédiaire d'un représentant de la société locale et tous les pourparlers passent par lui... Bien sûr, on nierait le cas échéant avoir le moindre contact avec les gangs, on ne tient pas à se suicider politiquement".

Les gangs recherchent le concours des représentants de quartiers dans quatre circonstances particulières. En premier lieu, ils leur demandent souvent de transmettre leurs requêtes aux différentes élites politiques de la ville. C'est particulièrement vrai à Los Angeles, qui n'a pas connu de machine politique. Dans ce cas, les gangs mandatent le représentant afin qu'il agisse pour leur compte, tel un courtier. Il doit alors entrer en contact avec la personnali-

té politique locale concernée et négociier tel ou tel marché au nom du gang. De nombreuses notabilités politiques locales prennent aussi contact avec les représentants de quartier pour faire savoir quelque chose aux gangs. Courroie de transmission politique, le représentant se trouve donc à la croisée d'un double flux, ce qui requiert une grande prudence : il doit veiller à négocier de bonne foi avec chaque partie. Pour maintenir son propre ancrage politique, il doit être considéré comme digne de confiance à la fois par les élites politiques, par les gangs et par le quartier dont il est issu. Cependant, bien que les représentants tentent vraiment d'établir cette relation de confiance avec chacune des parties, ils défendent surtout les intérêts du gang et de leur quartier, autrement dit les deux groupes dont procède originairement leur pouvoir. Deux représentants insistent ainsi sur cet aspect. Voici par exemple le témoignage de G.N., Afro-américain de 39 ans, représentant d'un quartier de New York depuis environ cinq ans :

“Evidemment, je suis souvent appelé par des membres des gangs et par des hommes politiques lorsqu'ils veulent se transmettre mutuellement quelque chose. Et parfois, j'agis comme un intermédiaire dans un marché entre les deux... Et bien qu'il faille que les deux me fassent confiance, sinon plus personne ne passera jamais par moi, j'essaie de représenter davantage les intérêts du quartier et du gang. Parce que, autant regarder les choses en face, c'est de là que vient mon pouvoir. Je veux dire, qui me solliciterait à l'extérieur si je ne bénéficiais pas de respect et de soutien à l'intérieur du quartier ?”.

A.T., Mexicain de 47 ans, est l'un des représentants d'un quartier de la grande banlieue de Los Angeles depuis neuf ans :

“Eh bien, j'essaie de travailler avec le quartier, le gang et différentes personnalités politiques de Los Angeles. Quand l'un d'eux fait appel à moi, j'essaie de faire des coups, comme un agent de change. Et j'essaie de faire au mieux pour tous les intéressés, parce que sinon, plus personne ne fera appel à moi. Mais comme chacun sait, j'essaie d'obtenir les meilleures conditions pour le quartier et le gang, parce qu'ils constituent mon territoire et ma clientèle. Si je ne leur donne pas la priorité, quelqu'un d'autre du quartier prendra ma place”.

Pour agir efficacement dans et entre chaque segment socio-politique de la ville, les représentants doivent rassembler autant d'informations que possible. C'est pourquoi ils sont considérés par les gangs (et c'est le second aspect) comme une source d'informations. La nature exacte des renseignements recherchés par les gangs varie en fonction de leurs besoins et de l'agenda politique. Ils peuvent demander des informations sur le quartier lui-même ou vouloir connaître les projets ou les actions des hommes politiques ou d'administrations comme la police. Quel que soit le renseignement recherché, c'est au représentant qu'ils s'adressent pour vérification et confirmation. L'explication de Rico, 22 ans, chef d'un gang de New-York, est révélatrice. Il s'adresse ainsi à tous les membres du gang lors d'une assemblée générale :

“Écoutez, avant qu’on commence ce projet avec le bâtiment abandonné, on doit savoir si la ville va nous laisser faire (ils veulent le rénover). Donc on doit savoir si on le fait, s’ils vont nous envoyer la police pour nous faire dégager. Donc on doit entrer en contact (avec le représentant) et voir ce qu’il sait. S’il ne sait rien, on doit lui demander de se rencarder. Donc je dis qu’on ne fait rien avant qu’il nous dise ce qu’il en est”.

De même, Candle, 19 ans, membre d’un gang mexicain de Los Angeles, s’adresse aussi au groupe lors de sa réunion hebdomadaire :

“On doit parler (au représentant) et voir ce qu’il sait des intentions de la police, s’ils vont nous laisser ou non pique-niquer dans le parc. Hé, on veut se faire du fric avec ça, et s’ils nous harcèlent, alors les gens qui viennent nous acheter de la bouffe et de la bière vont s’en aller. Et si c’est le cas, on n’en sera pour nos frais ! Alors il faut que P.Y. (le représentant) se rencarde”.

En troisième lieu, les gangs utilisent les représentants comme des médiateurs, des “ombudsmen”. En cas de conflit entre gangs rivaux, les belligérants recherchent souvent l’aide du représentant et en font l’arbitre du différend. Son rôle apparaît donc crucial, dans la mesure où les gangs ne peuvent pas communiquer directement, de peur de perdre la face et d’affaiblir leur légitimité sur la zone qu’ils contrôlent. Parfois, la situation s’avère si complexe qu’un représentant d’un quartier doit contacter son homologue d’un autre secteur, pour négocier une trêve entre les deux gangs rivaux. On en veut pour preuve cette déclaration de Blacky, 18 ans, chef d’un gang de Portoricains et d’Afro-américains de New-York. Il s’adresse ainsi à tous les membres du gang lors d’une réunion ordinaire :

“On doit discuter de la guerre engagée avec le (nom du gang rival) et le (nom de l’autre gang rival). Malgré le fait qu’un de nos frères soit mort et que quatre autres ont été blessés, les affaires sont mauvaises et nos fonds sont bas. On doit voir si on peut conclure une trêve avec eux. Donc je pense qu’on devrait aller voir le (représentant) et lui demander de parler au représentant qu’il connaît dans le quartier (du gang rival), pour voir si on peut conclure un marché avec eux... (Essayer de faire la paix avec les gangs rivaux), ça ne me dit pas plus que ça, mais si on ne le fait pas très vite, on sera à cours de fric. C’est pourquoi je dis qu’on doit mettre le représentant sur le coup maintenant”.

En somme, puisque les habitants du quartier ont, en général, une opinion *a priori* plutôt favorable sur le représentant local (dans le cas contraire, il ou elle n’aurait d’ailleurs aucune efficacité), les gangs essaient de maintenir avec lui des relations de travail étroites. Sinon, ils risquent d’affaiblir leur position dans le quartier et compromettre ainsi l’équilibre global de leurs organisations.

J’en arrive maintenant aux raisons qui font que les représentants sont aussi susceptibles d’accepter de conclure des marchés avec les gangs. C’est essentiellement parce que ces derniers sont une institution fondamentale dans les quartiers de très grande pauvreté. Ils apparaissent tout bonnement incontournables si le représentant caresse quelque espoir de maintenir sa position.

On distingue cinq raisons essentielles qui expliquent que les représentants continuent d'entretenir des relations étroites avec les gangs ; quatre d'entre elles sont directement liées à des préoccupations politiques. D'abord, certains représentants veulent assurer un meilleur environnement aux jeunes du quartier. Ils se sentent légitimement concernés à la fois par la protection de cette fraction de la population de la violence et de l'insécurité associées aux guerres que se livrent les gangs et par la création d'un environnement offrant aux jeunes de leur quartier une possibilité de mobilité socio-économique. En second lieu, les représentants font de petites affaires dans le quartier, et ils savent que des relations de travail étroites avec les gangs servent leurs intérêts "commerciaux". En outre, certains ont l'ambition de briguer une charge électorale et ont parfaitement compris que la coopération du quartier et des gangs est vitale pour passer du statut de représentant à celui d'élus¹⁹. Enfin, de nombreux représentants craignent de devenir physiquement la cible des gangs s'ils ne parviennent pas à établir avec eux des relations de travail.

Le développement de relations durables entre les deux parties est donc fondé sur : 1) le souci du représentant d'améliorer les conditions de vie des habitants du quartier et de leurs enfants ; 2) les intérêts bien compris des résidents eux-mêmes ; 3) ceux des hommes politiques extérieurs à la société locale ; 4) les ambitions politiques des représentants eux-mêmes et 5) les intérêts des gangs.

C) Les raisons du caractère occasionnel des relations de coopération entre les gangs et les hommes politiques

Les gangs limitent les relations qu'ils peuvent instaurer tant avec les hommes politiques élus qu'avec les représentants pour quatre raisons. La première est à relier à la manière dont les gangs jaugent la capacité de l'homme politique à délivrer des rétributions. Quand ils estiment qu'un homme politique n'a pas le pouvoir de distribuer des faveurs dans l'immédiat ou dans un avenir relativement proche, ils n'essaient pas de maintenir une relation durable avec lui. Le témoignage de Glue, 23 ans, leader d'un gang de New York, est révélateur :

"Merde, ce mec (l'homme politique) peut nous donner que dalle, et c'est pas demain la veille que ça va changer. C'est du pipeau, c'est tout. On risque vraiment pas d'aider ce mec, ni même d'aborder la question avec lui, on n'a pas de temps à perdre avec ses conneries. Les seuls moments où on parle à ces politicards de merde, c'est quand ils peuvent vraiment faire quelque chose pour nous ; sinon, on les envoie balader, on fait pas dans la philanthropie ici".

19. La coopération des forces vives de la société locale dépend de la capacité de son leader à lui montrer qu'il se soucie réellement de la jeunesse du quartier, de la criminalité et de la violence, enfin du développement économique. Il a besoin des gangs parce qu'ils peuvent parfois influencer les habitants du quartier pour qu'ils votent pour tel ou tel candidat, et donc s'avérer utiles en période électorale.

Une deuxième raison permet d'expliquer le caractère intermittent de ces relations : il faut alors évoquer les difficultés rencontrées par de nombreux gangs pour entrer en contact avec les hommes politiques qu'ils estiment pouvoir les aider au mieux. Parfois, cette démarche est perçue comme tellement compliquée que les gangs renoncent tout simplement a priori à fournir l'effort nécessaire : soit ils ne savent pas comment joindre l'homme politique, soit l'appareil partisan de ce dernier fait barrage à la prise de contact. Dans un certain nombre de cas, de tels obstacles sont la simple marque d'une organisation très (trop) structurée, alors que dans d'autres, les conseillers de l'homme politique ne voient aucun avantage à établir ce type de contact avec un gang local et font donc obstruction pour décourager toute tentative de rapprochement.

En troisième lieu, les gangs et les hommes politiques rencontrent des difficultés plus ou moins grandes dans leurs efforts pour communiquer efficacement les uns avec les autres. Dans ce type de situation, les deux parties arrivent à nouer un contact, mais jamais au moment espéré. Cela entraîne inévitablement des frustrations, des crispations de part et d'autre, voire même fréquemment une rupture des relations. Par exemple, le gang Black Rose de Boston entretenait des relations de travail avec un homme politique local ; un jour, ce dernier a eu besoin du gang pour convaincre les habitants du quartier d'assister à une réunion publique, au cours de laquelle la commission locale d'aménagement devait examiner la requête d'un gros promoteur, qui visait à réaménager une partie de la circonscription de l'homme politique, en construisant un hôtel et un centre commercial. L'homme politique estimait que si la commission d'aménagement autorisait le promoteur à entreprendre un tel projet, ce serait préjudiciable à la fois pour le quartier (le projet impliquait de nombreuses expropriations assorties de relogements) et pour sa propre position (il perdait ses principaux soutiens électoraux locaux). En fait, il a rencontré des difficultés pour entrer rapidement et efficacement en contact avec les leaders du gang, qui ont eu du mal à organiser leurs troupes à temps pour mobiliser le quartier. Finalement, les résidents furent peu nombreux à cette réunion d'aménagement, et la commission a autorisé la poursuite d'une partie du projet. L'homme politique a donc dû se préparer à des changements dans sa circonscription électorale et surtout à de grandes difficultés lors de sa prochaine réélection. Il a rejeté la faute sur le gang et a temporairement suspendu ses relations avec lui. Cinq mois plus tard, il a eu à nouveau besoin du soutien du gang et a rétabli le lien.

Une quatrième raison peut encore permettre d'expliquer les relations chaotiques des gangs et des hommes politiques : elle dépend de l'évaluation par le gang de la qualité de la contrepartie ou des faveurs accordées en échange du travail fourni ou du service rendu. Sur les gangs étudiés, 81 % (soit trente) effectuent d'abord un bilan "coûts-avantages" du marché. Par exemple, certains reçoivent de la drogue en échange de leurs services. Pour eux, la question saillante est de savoir si cet approvisionnement en drogues est suffisant et d'évaluer sa qualité. S'il y a le moindre doute sur l'un ou l'autre

plan, une nouvelle négociation doit alors survenir entre les chefs du gang et l'homme politique²⁰. Cependant, si le volume et la teneur qualitative de l'approvisionnement sont tous deux contestés, le gang lance un avertissement à l'homme politique ou à son représentant ; et si cet état de fait perdure, le gang lâche l'homme politique et son parti.

Les hommes politiques peuvent aussi octroyer aux gangs une couverture contre les opérations de police. Parfois, le contenu du marché prévoit que l'homme politique accepte d'intercéder auprès de la police pour le compte du gang. Pour des raisons stratégiques évidentes, l'homme politique a intérêt à ce que les termes mêmes de l'accord demeurent plutôt évasifs. Il arrive aussi qu'il ne puisse pas ou ne veuille pas faire pression sur la police. Le caractère imprécis de tels marchés lui permet, en effet, de conserver une grande marge de manœuvre au regard de l'aide effectivement apportée. Les gangs tentent de leur côté de contrer cette stratégie du flou, en essayant d'apprécier la capacité réelle de l'homme politique à influencer la politique des forces de l'ordre. Si les dirigeants du gang ou sa base estiment qu'ils ont peu de chance d'obtenir ce qui était convenu, ils rompent alors le marché. Presque tous les gangs admettent, à des degrés divers, que les pressions exercées sur les forces de l'ordre mettent les hommes politiques dans une position très délicate. Pourtant, si celui dont l'aide a été sollicitée n'a vraiment pas été à la hauteur dans une affaire importante, ils n'hésitent pas alors à rompre l'accord. Lors de son assemblée générale, un gang de New York s'interroge ainsi sur le fait que la police ait pu continuer à le gêner dans de nombreux trafics.

Pupet, 18 ans, déclare :

“OK, c'est pas simple pour (nom de l'homme politique) de faire pression sur la police, mais il l'a déjà fait avant sans problème. Maintenant, il n'arrête pas de nous répéter à quel point c'est difficile. Ça fait maintenant deux mois qu'il ne fait rien et que nous, on laisse faire. Mais putain, on a bossé pour lui, alors maintenant il doit se débrouiller pour nous débarrasser de la police ou alors on va perdre du fric. Donc je dis que la prochaine fois qu'il nous ressert ses salades, on lui dit d'aller se faire foutre. On a besoin de résultats concrets, et s'il n'y arrive pas, on doit rompre avec lui et trouver quelqu'un d'autre. Et s'il veut de la compréhension, il n'a qu'à aller raconter ses malheurs à Barbara Walters”²¹.

C'est principalement cette possibilité réelle dont disposent les gangs de cesser leur association avec les hommes politiques qui empêche ces derniers de nouer avec eux des relations d'échanges par trop faussées et inégales.

20. Les responsables du gang ne traitent pas alors directement avec l'homme politique, mais avec les responsables de son cabinet.

21. N.D.L.T. : Barbara Walters est la co-présentatrice vedette d'un célèbre journal télévisé américain.

Avant de conclure ce paragraphe sur les interrelations entre les gangs et les hommes politiques dans les villes structurées par une "machine politique locale", on doit encore souligner que tous les gangs d'une ville ne s'investissent pas dans les affaires politiques. De fait, à un moment donné, trois gangs n'avaient aucun contact avec des hommes politiques. L'absence d'une telle relation directe peut s'expliquer par deux facteurs principaux. Le premier a trait au volume réel de pouvoir dont un gang quelconque dispose dans une circonscription politique donnée. Tout gang qui réussit à se présenter lui-même et à s'imposer comme la principale force vive d'une communauté donnée a toutes les chances d'instaurer des contacts directs avec les hommes politiques. Autrement dit, ceux qui s'avèrent incapables de nouer de tels liens manquent cruellement d'influence sur leur quartier. Les hommes politiques sont uniquement disposés à traiter avec les gangs qui ont les moyens d'influer sur les votes dans leurs quartiers. Souvent, il arrive qu'un gang donné soit à un moment donné suffisamment puissant pour établir des contacts politiques, puis perde le contrôle du quartier au profit d'un gang rival, avant de finalement le récupérer. Le développement de relations politiques durables entre les gangs et les hommes politiques suppose donc une bonne dose de souplesse et de fluidité dans les échanges.

Une deuxième raison peut permettre d'expliquer qu'un gang n'ait aucun lien avec le milieu politique : l'homme politique (ou son parti) n'estime pas nécessaire d'instaurer une telle relation avec un gang local pour être élu ou conserver son poste. Dans de tels cas de figure, c'est que d'autres types de soutiens, par exemple celui des courtiers politiques du quartier, ont pu être mobilisés à la place.

D) Les hommes politiques et les gangs : quelques remarques pour conclure

L'établissement de relations directes et routinisées entre les hommes politiques et les gangs est à mettre en rapport avec la volonté des deux parties - mais en premier lieu de celle des hommes politiques - d'entrer ou non dans une telle configuration. Ces relations se caractérisent surtout par l'aspect opportuniste des échanges, puisque chaque partie tire profit des services qu'elle peut rendre à l'autre. Ces relations à caractère instrumental diffèrent de celles fondées sur la "prudence" dans la mesure où : 1) elles poursuivent un but spécifique - les avantages que peuvent en retirer les deux parties - et ne s'embarrassent ni d'équité ni de probité ; 2) elles sont établies pour un temps plus court ; 3) elles n'impliquent que des contacts occasionnels.

Enfin, il faut souligner que les représentants des quartiers de la ville sont bien plus impliqués dans les relations avec les gangs que les maires, les équipes municipales ou les candidats à la mairie, dans la mesure où leur pouvoir et leur influence procèdent d'abord de l'environnement local et qu'ils doivent

donc établir des relations de travail (ou au moins tenter un rapprochement) avec les gangs de leur quartier. Les maires et les candidats aux fonctions de maire sont plus éloignés des affaires politiques du quartier, et ils peuvent et doivent donc se montrer plus prudents dans les liens formels qu'ils nouent avec les gangs. Cependant, il faut retenir qu'au fond, les gangs entretiennent bel et bien des relations avec les hommes politiques.

II - LES FONCTIONNAIRES ET LES GANGS

Les liens des gangs et du pouvoir n'impliquent pas que des hommes politiques. Les gangs nouent aussi des relations avec un autre groupe primordial, les fonctionnaires des administrations publiques en charge des services sociaux. Cette interaction particulière peut être globalement qualifiée de relation de patronage, de patrons à clients. Dans la grande majorité des cas, les gangs tentent d'obtenir des fonctionnaires quelque chose pour leurs membres, pour la famille de ceux-ci ou pour d'autres familles du quartier. Cependant, cette relation n'est pas à sens unique. De nombreux fonctionnaires en contact avec les gangs ont intérêt à maintenir de bons rapports avec eux, parce que leur coopération est vitale en vue de réaliser certains objectifs personnels et les buts poursuivis par leur administration. Les gangs et l'administration locale travaillent ensemble essentiellement dans trois grands volets de la politique sociale : les loisirs et l'animation des quartiers, l'emploi et la formation professionnelle et l'aide sociale. En ce dernier domaine, il s'agit surtout — mais pas exclusivement — des contacts noués avec les antennes locales des différents organismes publics et parapublics chargés de la politique du logement, de la protection et de l'assistance aux mères célibataires, d'alimentation et de santé, de prévention de la toxicomanie et de l'alcoolisme.

Dans chacun de ces domaines, les gangs sont les interlocuteurs obligés et coopèrent avec les services de l'administration locale, plus exactement avec les travailleurs sociaux, qui sont, en quelque sorte, des "fonctionnaires de terrain", "de proximité" ("street-level bureaucrats")²². Je qualifierai cette interaction de "relations d'échanges prudents". Chaque partie a un intérêt spécifique à défendre : pour les fonctionnaires, il s'agit d'abord de fournir une prestation particulière à une population donnée du quartier. Les hauts fonctionnaires de l'administration concernée sont bien conscients des responsabilités qui leur sont confiées, et ils communiquent ce souci aux membres de leur équipe chargés de fournir les prestations en question aux "clients". D'un

22. Ce concept a été forgé par Lipsky (M.), "Toward a Theory of Street-Level Bureaucracy", in Hawley (W.) et Lipsky (M.), eds, *Theoretical Perspectives on Urban Politics*, Englewood Cliffs, N.J. : Prentice-Hall, 1976, pp. 196-213.

N.D.L.T. : Ce concept de l'administration américaine est très difficile à rendre en français ; on a donc choisi de le traduire par "fonctionnaire de terrain" ou "fonctionnaire de proximité", sachant qu'il s'agit d'un type particulier de travailleur social, œuvrant dans ce qu'on nommerait sans doute en France les "services publics de quartier".

autre côté, le gang cherche en général à établir en douceur un mode de coopération avec ces travailleurs sociaux, qui leur permette d'obtenir pour leurs membres, leurs familles et leur quartier le plus possible de prestations, assez rapidement et avec un maximum de souplesse. Bien que chaque partie ait donc des intérêts spécifiques, les gangs comme l'administration adoptent une posture prudente.

A) Les relations d'échanges prudents : le point de vue des gangs

Si les gangs et les fonctionnaires agissent tous deux avec prudence, cette dernière revêt pour chaque partie une signification singulière et prend donc des formes différentes. Les gangs doivent trouver les moyens d'arracher le plus de prestations possible aux différents organismes gouvernementaux, ce qui exige sagacité et finesse. Les commentaires de Sack, Teak et Angler sont révélateurs. Sack, 17 ans, est membre d'un gang de Los Angeles :

“Eh bien, ouais, on a des contacts avec tout un tas de gens qui font partie de l'administration municipale, tu sais, des gens qui bossent dans le logement ou les loisirs, des choses comme ça. Et parfois, ils lancent une politique d'aide à l'emploi. On essaie d'avoir de bons rapports avec eux, parce qu'on peut obtenir des trucs, mais quand tu traites avec eux, tu dois avoir aussi des choses constructives à proposer. Parce que si tu as une idée derrière la tête et que t'essaies de les entuber, t'as intérêt à te la jouer fine”²³.

Teak, 16 ans, appartient à un gang irlandais de Boston :

“Les membres du gang essaient de rester en bons termes avec ceux qui s'occupent des politiques sociales dans notre quartier... Le gouvernement lance plein de programmes (sociaux) dans les enclaves pauvres et si tu veux obtenir une grosse part du gâteau, il faut être rusé. Tu vois, si on peut, on aimerait bien retirer un max de ces programmes, alors on est en bons termes avec les mecs de l'administration qui s'en occupent et on ruse comme des renards pour obtenir ce qu'on veut”.

Angler, 19 ans, est membre d'un gang de New-York :

“Les mecs du gang essaient toujours de bosser avec les gens de l'administration qui s'occupent des politiques d'animation et d'autres programmes (sociaux) ; parce que si t'es pas bien avec eux, c'est difficile d'obtenir des trucs. Mais c'est pas encore suffisant d'être seulement en bons termes, si tu veux en tirer un max., faut qu't'aies un peu de jugeote !”.

Les gangs s'investissent essentiellement sur trois axes des politiques sociales. D'abord et surtout, les loisirs et l'animation du quartier. La plupart des décideurs politiques savent depuis longtemps que l'un des principaux facteurs de l'affiliation des jeunes gens à un gang est l'oisiveté : ils ont du temps à

23. Ces extraits n'ont pas été enregistrés, mais pris en note au fil de l'entretien.

perdre et peu de ressources pour l'utiliser à bon escient. Dans la mesure où les politiques publiques visent très souvent à changer les mentalités en développant des activités d'animation, c'est le secteur où les gangs tentent d'obtenir le plus de prestations possible. S'ils consacrent la plus grande partie de leur temps à trouver de l'argent, ils en passent aussi beaucoup à essayer de se distraire et de s'amuser. Il fut un temps où l'augmentation des animations semblait être la principale préoccupation des assemblées générales des gangs. De fait, leurs responsables ont ainsi constitué à de nombreuses reprises l'obtention du financement public d'activités de loisirs supplémentaires en objectif interne prioritaire²⁴. A chaque fois, le gang élaborait alors une stratégie pour s'assurer cette faveur auprès de l'organisme concerné et mettait tout en œuvre pour atteindre cet objectif.

Les gangs utilisent généralement trois stratégies pour obtenir plus d'animations et de loisirs dans leur quartier. En premier lieu, ils ne font parfois que participer davantage aux activités existantes, pour que les fonctionnaires concernés puissent justifier l'augmentation du budget d'un programme qui rencontre un tel succès. Dans ce cas, le gang oblige simplement certains membres à s'impliquer plus dans l'activité considérée.

C'est ce que dit Dooby, 19 ans, leader d'un gang irlandais de Boston lors d'une assemblée générale :

*"Moi et les autres chefs du gang, on voudrait qu'environ 25 d'entre vous utilisent plus les facilités offertes par le terrain de jeu. Voici la liste des mecs qu'on a choisis. (Il lit leurs noms). On veut que vous, les mecs, vous y soyez tous les jours et que vous y restiez toute la journée, jusqu'à ce qu'on vous dise d'arrêter. Ça pourrait durer environ une semaine et demie. Et faites bien gaffe de sembler intéressés par leurs trucs, sinon la ville ne donnera pas le fric pour l'équipement qu'on réclame"*²⁵.

Dans d'autres circonstances, le gang peut estimer que la meilleure stratégie à adopter consiste à envoyer quelques-uns de ses responsables parler directement au fonctionnaire responsable pour demander le développement d'une activité donnée. Rust, 21 ans, un des leaders d'un gang portoricain de New York, s'adresse ainsi aux membres lors de leur réunion hebdomadaire :

"Lamb, Duper et moi, on va aller au terrain ("field")²⁶ pour parler au mec qui s'en occupe. On va juste lui dire que s'il commande quelques bricoles en plus (il s'agit de nouveaux matériels) et qu'il ouvre le stade plus tard le soir, on y sera en force tous les jours. Je

24. A certains moments, les responsables d'un gang donné peuvent rencontrer des difficultés à rassembler de l'argent par le biais de différents trafics illégaux. C'est dans ce type de circonstances qu'une faction contestataire peut émerger au sein même du gang. Ses responsables essayent alors de parer tout défi éventuel à leur autorité en obtenant pour le groupe plus d'activités de loisirs.

25. Témoignage non enregistré, pris en note.

26. N.D.L.T. : Il s'agit ici du terrain sur lequel se déroulent les activités et sports de plein air.

sais que si on fait ça, on aura ce qu'on veut, parce qu'il ne souhaite vraiment qu'une seule chose, c'est qu'on s'intéresse"²⁷.

Enfin, le gang estime parfois que la meilleure chose à faire est de provoquer quelques petits incidents pour obliger les hauts fonctionnaires et les décideurs politiques à poursuivre et à développer tel ou tel programme. Les propos de Tippy, 16 ans, leader d'un gang mexicain de Los Angeles, illustrent bien cette attitude. Il s'adresse ainsi au gang lors de la réunion hebdomadaire :

"Ecoutez, on a demandé à ce que des tables de ping-pong soient installées dans le parc public et à ce que des nouveaux terrains de basket soient construits et ça fait cinq mois qu'on ne voit rien venir. Alors on va leur lancer un avertissement. On va casser un ou deux magasins cette nuit. Ça va sûrement attirer leur attention. Ils comprendront qu'ils doivent soit déboursier tout de suite pour améliorer l'animation du quartier, ou bien alors qu'ils devront payer plus tard les primes d'assurance".

Par ces trois stratégies, les gangs obtiennent finalement des choses (parfois même tout ce qu'ils veulent) des politiques publiques, parce que dans le même temps, ils fournissent aussi aux différents responsables administratifs locaux un puissant motif pour justifier la poursuite des politiques sociales dans le quartier considéré.

Dans chacune des trois villes étudiées, les gangs mettent en œuvre l'une ou l'autre de ces stratégies pour faire pression sur les fonctionnaires en charge des activités de loisirs et d'animation du quartier, en vue d'obtenir trois types de services. Ils essaient d'abord d'obtenir plus d'équipements sportifs et de convaincre les différents responsables d'organiser plus de manifestations sportives. Trois membres de gangs expriment bien ce point de vue. Copper, 17 ans, membre d'un gang de Los Angeles, déclare ainsi lors d'une réunion :

*"Eh, maintenant qu'on les a obligés à nous acheter ce nouvel équipement de base-ball, on doit faire pression sur eux pour qu'ils organisent plus de jeux pour qu'on puisse l'utiliser. C'est chiant, à l'heure actuelle, ils ne nous laissent pas assez de temps pour en profiter. Si on ne les oblige pas à nous consacrer plus de temps, ce n'était vraiment pas la peine de les amener à acheter ce nouvel équipement, parce que de toute façon, on ne peut pas s'amuser avec !"*²⁸.

De même, Dred, 19 ans, appartient à un gang de Boston :

*"Moi les mecs, je vous dis qu'on doit descendre parler au mec qui s'occupe de la piscine et des courts de tennis pour que ces lieux soient ouverts plus souvent, parce qu'on est nombreux à être occupés dans la journée et qu'il n'y a pas moyen d'en profiter assez... Tout le monde sait que si on lui demande, il le fera, il a trop la trouille qu'on l'accuse d'une recrudescence de la criminalité s'il ne le fait pas"*²⁹.

27. Témoignage non enregistré, pris en note.

28. Témoignage non enregistré, pris en note.

29. Témoignage non enregistré, pris en note.

Sting, 20 ans, membre d'un gang de New York, s'adresse ainsi à un petit groupe sur un banc public :

"On doit rassembler les potes pour aller voir le mec qui s'occupe des loisirs et de l'animation dans le quartier. Parce qu'il faut qu'on l'oblige à ouvrir davantage les courts, sinon on ne peut pas jouer tellement. Y'en a trop qui veulent y aller, alors maintenant, on doit voir s'il peut les ouvrir plus pour nous donner plus de temps pour en profiter"³⁰.

En deuxième lieu, la très grande majorité des gangs (vingt-six sur les trente-sept étudiés) tentent de faire pression dans chacune des trois villes sur la personne en charge des loisirs et de l'animation pour qu'elle organise plus d'excursions à la campagne. Les activités de camping sont les plus prisées, bien que les gangs ne boudent pas l'équitation, le canoë ou la pêche.

Ainsi, Eel, 16 ans, membre d'un gang de New York, déclare:

"Ouais, on doit demander aux gens du service des loisirs et de l'animation de nous emmener plus souvent à la campagne, parce que c'est vraiment marrant. Un jour, on est allés en excursion faire du canoë et pêcher dans le Maine. C'était carrément génial. On a vraiment passé un super moment. Ça m'a carrément plu. Comprenez-moi bien, j'aimerais pas vivre là bas, mais j'aimerais bien y aller plus souvent".

De même, Coco, 17 ans, membre d'un gang mexicain de Los Angeles, souligne :

"On essaie d'obtenir du service qu'ils nous emmènent à la montagne. Il y a six mois, on est tous allés dans la Sierra et on s'est tous vraiment amusés. J'ai même pêché et attrapé des poissons. Je ne sais pas ce que c'était, un genre de truites ou quelque chose comme ça, mais c'était bon ! J'espère qu'on va réussir à les convaincre de nous y emmener régulièrement, parce que ça fait du bien de partir un peu d'ici de temps en temps"³¹.

Trente-trois gangs sur trente-sept cherchent encore à obtenir des responsables des services de loisirs et d'animation l'organisation d'excursions dans les parcs d'attractions, de pique-nique et de petits séjours à la mer. Dans la plupart des quartiers, le service a été en mesure de répondre à cette demande. Les efforts des gangs ont donc été couronnés de succès³².

L'aide à l'emploi et la formation professionnelle constitue le deuxième volet grâce auquel les responsables des politiques publiques pensent qu'ils peuvent réguler sensiblement l'activité des gangs ; c'est donc dans ce second domaine que ces derniers et l'administration établissent des relations

30. Témoignage non enregistré, pris en note.

31. Témoignage non enregistré, pris en note.

32. Le nombre d'excursions organisées à la campagne par le service des loisirs est variable d'une ville à l'autre et à l'intérieur d'une même ville. Cependant, tous les gangs qui se sont efforcés d'en obtenir davantage sont presque toujours parvenus à leurs fins.

d'échanges prudents. Au cours des dix années qu'a duré cette enquête, un nombre incalculable de programmes relatifs à la formation professionnelle ont été initiés et confiés à des organismes publics et parapublics divers, des services qui s'occupent du développement général des quartiers à ceux chargés des problèmes de la jeunesse. Cependant, quel que soit le service impliqué dans la conduite de tels programmes, on a pu constater l'émergence des mêmes modes relationnels entre le personnel des différentes administrations et les gangs, qui ont d'ailleurs abouti à des résultats sensiblement comparables³³. Evoquons d'abord la réception par les gangs des efforts déployés par les différentes administrations pour mettre en œuvre les programmes de formation professionnelle. Les gangs coopèrent pour trois raisons. D'abord, de nombreux membres utilisent les rémunérations octroyées lors des stages pour acquitter leur cotisation au gang ou pour leurs petites dépenses courantes. D'autres espèrent qu'un des programmes de stage dans une grande entreprise leur donnera l'occasion de trouver un emploi bien payé. Tape, 17 ans, membre d'un gang afro-américain de New-York, illustre bien cette attente :

"Eh mec, on sait jamais, j'ai entendu dire que certains de ces stages ont lieu dans de grandes entreprises, et après ta période de stage, elles (les entreprises) te propulsent sur un poste bien payé... Tu vois mec, ces programmes pour l'emploi, c'est comme une loterie, tu ne sais jamais si t'as mis dans le mille. Alors tu dois tenter le coup".

Les gangs participent aux programmes de formation pour une troisième raison : ils s'efforcent ainsi d'exprimer leur attachement et leur solidarité vis-à-vis des habitants de ces quartiers de grande pauvreté, qui considèrent qu'il est bénéfique pour l'environnement local d'avoir plus de jeunes pourvus d'un emploi. En outre, les résidents du quartier (tout comme les gangs) estiment souvent que le gouvernement ne mettrait pas en œuvre de tels programmes de formation professionnelle (ou tout autre programme social) s'il n'y avait pas de gangs dans ces quartiers³⁴. De nombreux habitants qui jugent que le quartier a besoin d'encore plus de programmes de stages, de formation et d'aide à l'emploi incitent les gangs à y participer pour justifier leur existence et leur maintien. On doit rappeler ici que tous les jeunes gens pauvres, garçons ou filles, n'appartiennent pas à un gang, et que nombre d'entre eux recherchent désespérément un emploi ; c'est pourquoi les résidents souhaitent vivement voir se multiplier les opportunités. Jim, 52 ans, père de deux enfants, habite dans un quartier pauvre de New York :

33. Cette étude n'ayant pas pour objet d'évaluer l'efficacité des efforts des différentes organismes publics et parapublics dans la conduite des programmes de formation professionnelle, les noms des services ne sont donc pas mentionnés.

34. A un niveau élémentaire, les habitants de tous les quartiers étudiés estiment ainsi que les programmes sociaux constituent une réponse directe aux troubles. C'est aussi ce que pensent Frances Fox Piven et Richard A. Cloward dans *Regulating the Poor*, New York, Vintage Books, 1972.

“Laissez-moi vous dire qu’ici, s’il y avait pas les gangs dans ce quartier, on ne verrait la couleur d’aucun programme social et surtout d’aucun programme d’aide à l’emploi. Vous voyez, on a un très fort taux de chômage dans le quartier, surtout chez les jeunes. Mais personne au gouvernement ne s’en soucie. S’il se passait rien, ils continueraient à les laisser sans boulot. Ils s’en occupent que quand les gangs sont impliqués dans des trucs illégaux, alors là, oui, ils démarrent un programme d’aide à l’emploi. Alors, vous comprenez, on a besoin que les gangs nous aident pour s’en sortir. C’est leur comportement à eux qui inquiète les politiciens, pas le gosse réglo qui est au chômage”.

Le gang est aussi parfaitement conscient de cela et participe aux programmes, pour renforcer ses relations avec l’environnement local.

Le témoignage de Horn, 16 ans, leader d’un gang afro-américain de New York, l’indique bien :

“Bien sûr, on sait que tout le monde au gouvernement s’en fout complètement qu’on soit au chômage. Mais l’activité des gangs les préoccupe, alors ils lancent des programmes de formation professionnelle et ça aide quelques personnes. Et les gens du quartier, ils sont contents, ils sont sensibles à ça, donc on sait que pour que le programme soit maintenu, il faut qu’il obtienne quelques résultats, tu sais, comme réussir à impliquer des chefs de gangs comme nous. Alors on participe à quelques programmes, même si on n’aime pas les boulots pour lesquels ils nous forment, parce qu’on doit rester proches des gens du quartier”.

Bien qu’en général, les gangs tendent à collaborer avec les services chargés de mettre en œuvre les programmes de formation professionnelle, cette coopération demeure toutefois limitée. La plupart des membres des gangs soit abandonnent le programme de formation avant la fin du stage, soit vont jusqu’au bout du programme, prennent un travail pour une courte durée puis le quittent, soit achèvent le stage mais refusent ensuite de prendre un emploi. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette tendance. D’abord, depuis le départ, beaucoup de jeunes n’ont jamais eu l’intention de rester dans le programme de formation ni de prendre un emploi en rapport avec le stage. Ils participent au programme pour d’autres raisons, par exemple parce qu’ils veulent gagner et dépenser un peu d’argent lors d’une passe financière difficile, ou parce qu’ils considèrent que c’est là une façon de participer aux efforts du gang pour exprimer son attachement au quartier, en permettant que des ressources supplémentaires soient injectées dans les réseaux communautaires de réciprocité. Cependant, même lorsque des membres du gang souhaitent vraiment terminer la formation pour peut-être trouver du travail après, ils abandonnent très vite lorsqu’ils s’aperçoivent que les emplois pour lesquels ils ont été formés sont justement le type même de ceux qu’ils souhaitent éviter coûte que coûte. En fait, la plupart cherche à trouver un emploi qui les propulserait de la classe ouvrière pauvre à la classe moyenne supérieure. Quand il s’agit d’un travail manuel d’ouvrier qualifié ou assorti d’un bas salaire, ils préfèrent l’abandonner et centrer de nouveau leurs efforts sur une activité relevant de l’économie illicite de la rue, souvent très risquée, mais beaucoup

plus lucrative en un temps très court. Pourtant, même si cette coopération demeure limitée et qu'elle ne produit donc pas, dans la grande majorité des cas, les résultats escomptés par les décideurs politiques, la plupart des trente-sept gangs observés collaborent à un degré suffisant à la fois pour légitimer l'existence des différents programmes et pour créer, du même coup, des liens étroits avec ces fonctionnaires (et leurs administrations) responsables de la mise en œuvre des politiques sociales.

Enfin, les gangs nouent des relations d'échanges prudents avec les fonctionnaires en charge de l'attribution d'aides socio-économiques à leurs membres, aux familles de ceux-ci ou à celles du quartier³⁵.

Pour tenter d'obtenir ces prestations, ils essaient de maintenir de bonnes relations avec un ou deux travailleurs sociaux. Il est intéressant de souligner que ceux-ci sont rarement directement responsables de l'attribution de l'aide recherchée par les gangs. Souvent, et bien que cette règle connaisse des exceptions, la personne avec laquelle les gangs nouent un contact est un travailleur social du service des loisirs et de l'animation du quartier ou de la prévention de l'usage des stupéfiants. Ils ne choisissent pas ce type de fonctionnaires au hasard. D'abord, les travailleurs sociaux de ces services sont plus accessibles que beaucoup d'autres fonctionnaires. Ensuite, les gangs pensent qu'ils ont plus de "prise" sur eux, dans la mesure où les animateurs ont vraiment besoin de leur participation active dans les programmes dont ils sont responsables, s'ils veulent que ceux-ci soient maintenus. Les gangs cherchent surtout à s'assurer l'aide du fonctionnaire pour se procurer les prestations délivrées par d'autres organismes. En effet, les fonctionnaires sont en mesure de leur fournir des informations sur les conditions à remplir, les moyens à mettre en œuvre ou la procédure à suivre pour obtenir telle ou telle prestation. De plus, les gangs parviennent souvent à obtenir des fonctionnaires une intervention en leur faveur. Parfois, cette médiation se résume à un simple coup de fil pour connaître la "bonne" personne à contacter. Dans d'autres circonstances, le travailleur social contacte directement la personne concernée et fait le nécessaire au niveau des papiers administratifs pour que les membres du gang remplissent bien les conditions requises pour bénéficier de l'aide demandée. En dernière analyse, les gangs cherchent à obtenir ces prestations sociales soit parce que leurs membres, leurs familles ou encore le quartier en général en ont désespérément besoin ; cette aide fait donc partie des efforts qu'ils déploient pour prouver qu'ils œuvrent pour le bien de cette communauté de destin. La volonté du gang d'obtenir des aides sociales pour le quartier s'inscrit souvent dans le cadre plus général des actions concertées qu'il déploie pour se rendre utile en injectant des ressources supplémentaires dans les réseaux communautaires de réciprocité et amener ainsi les habitants à le considérer sous un meilleur jour, voire à l'aider le cas échéant.

35. Pour une excellente réflexion sur le rôle des travailleurs sociaux comme interlocuteurs accessibles et soutiens logistiques des gangs pour l'obtention de telle ou telle prestation, voir Spergel (I.), *Street Gang Work : Theory and Practice*, Garden City, New York : Anchor Books, 1967, pp. 163-174.

Avant d'aborder la manière dont les antennes locales des organismes publics et parapublics, sorte de services publics de quartier ("street-level bureaucracies") perçoivent leurs relations avec les gangs, il est important de rappeler que dans le but de maintenir des relations d'échanges prudents, tous les gangs étudiés choisissent de souffler le chaud et le froid, c'est-à-dire d'alterner périodes de coopération et de résistance face aux différents organismes dont ils attendent des prestations. Cette stratégie de coopération chaotique et intermittente crée, en effet, un climat d'incertitude pour l'administration, et incite cette dernière en retour à améliorer ses services. Par exemple, lorsque les organismes tardent à fournir les aides et services demandés, qu'ils traînent les pieds, les gangs peuvent effectuer des actes de destruction et de vandalisme dans le quartier. Il s'agit en quelque sorte d'un avertissement lancé aux décideurs politiques, qui vise à leur faire comprendre qu'ils doivent rétablir la situation ; de fait, il s'ensuit souvent une assurance réitérée de l'administration concernée que les prestations attendues sont en cours d'attribution³⁶.

B) Les relations d'échanges prudents : le point de vue des fonctionnaires

Alors que la prudence oblige les gangs à faire preuve d'astuce et d'adresse pour obtenir des prestations, elle incite les travailleurs sociaux à rester circonspects et conscients des risques qu'impliquent leurs relations avec les membres des gangs. Elle les contraint à opérer un bilan "coûts-avantages" d'une telle association³⁷. Ce paragraphe se propose donc d'analyser les facteurs de leur implication dans des relations d'échanges prudents avec les gangs³⁸.

Pour comprendre la nature des relations entre les gangs et les services publics de quartier, on doit étudier à la fois les responsables des organismes publics et parapublics qui mènent des politiques en direction des gangs et les travailleurs sociaux chargés de les mettre en œuvre sur le terrain. Je commencerai par les hauts fonctionnaires qui sont en rapport, à des degrés divers, avec les gangs. Tous ceux que j'ai pu interroger privilégient, dans leur propre intérêt, des relations d'échanges prudents avec les gangs. Tous sont parfaitement conscients que les mandats qu'ils ont reçus de leurs administrations res-

36. Les fonctionnaires sont facilement impressionnés par les stratégies d'intimidation plus ou moins agressives de leurs "clients". C'est d'ailleurs pour ces derniers l'un des moyens les plus sûrs d'obtenir ce qu'ils veulent. Voir Protas (J.-M.), *People Processing : The Street-Level Bureaucrat in Public Service Bureaucracies*, Lexington, Mass. : Lexington Books, 1979, pp. 108-109.

37. C'est le calcul du profit éventuel qui amène le fonctionnaire à donner un contenu réel au terme de "prudence", pour finalement l'utiliser dans un sens très proche d'Edmund Burke. Voir Bredvold (Louis I.) et Ross (Ralph G.), eds, *The Philosophy of Edmund Burke*, Ann Arbor : University of Michigan Press, 1960, pp. 35-42.

38. J'ai interrogé 34 hauts fonctionnaires de différents organismes publics et parapublics prestataires de services aux membres des gangs. J'ai en outre rencontré 60 travailleurs sociaux au cours des dix années qu'a duré cette enquête.

pectives supposent que leurs actions participent au contrôle de l'activité des gangs. Quinze d'entre eux (soit 44 %) disent bien qu'ils se soucient comme d'une guigne des problèmes effectivement rencontrés par les membres des gangs³⁹. Presque tous déclarent même les mépriser. Néanmoins, tous essaient d'établir ou de maintenir des relations fonctionnelles avec les différents gangs de leur circonscription.

Le commentaire de D.B., 48 ans, responsable d'un service administratif à Los Angeles, illustre bien cette attitude :

“Les membres des gangs, ce n'est pas ma tasse de thé, ce ne sont pas des gens que je côtoie avec plaisir. En fait, je méprise vraiment tout ce qu'ils représentent, mais mon service doit aider à endiguer le problème des gangs et ceci implique de fournir diverses prestations aux membres des gangs. Dans l'exercice de mes fonctions, j'essaie de fournir les meilleures prestations que je peux. Toute l'ironie de la situation, c'est que les membres de mon équipe doivent développer des relations plutôt étroites avec les gangs eux-mêmes, pour augmenter au maximum leur coopération”⁴⁰.

Parmi les raisons qui expliquent que de telles relations soient néanmoins préservées, l'une des plus souvent citées est sans nul doute le souci de ces fonctionnaires de mettre rationnellement et efficacement en œuvre les programmes en question. Dans certains cas, ces derniers permettent d'augmenter le rôle des responsables des services, ce qui accroît leur pouvoir et leur prestige. En outre, ces fonctionnaires sont persuadés que s'ils parviennent à faire la preuve de leur compétence dans la conduite efficace de tels programmes, ils seront davantage considérés par l'administration municipale et pourront prétendre être mutés dans d'autres organismes plus prestigieux, où ils gagneront en autorité, en responsabilités, en traitement et en respectabilité — bref qu'ils amélioreront leur position sociale. R.K., 38 ans, administrateur d'un organisme public new-yorkais qui fournit des prestations aux gangs, illustre bien cette idée :

“C'est vrai que nous essayons (peut-être devrais-je dire “j'essaie”) de mettre en œuvre un programme efficace qui rencontre les besoins de ces individus membres des gangs, et qu'on remplit cette tâche efficacement. Pour cette raison, on fait tout ce qu'on peut pour travailler en relation aussi étroite que possible avec les gangs. On fait ainsi particulièrement attention à les consulter et à recueillir leurs avis et leurs réactions, en vue d'obtenir de leur part la meilleure participation possible. Le résultat de cet effort, c'est que notre service s'est vu attribuer de plus en plus de responsabilités sur d'autres quartiers où opèrent des gangs. Je sais que des fonctionnaires d'autres organismes nous envient sûrement... Oui, bien sûr, ça m'a aussi été profitable à moi personnellement. J'espère bien (c'est en tous cas le bruit qui

39. Sur les 94 fonctionnaires interrogés dans les 3 villes (Boston, Los Angeles, New York), 34 étaient responsables de politiques publiques liées aux gangs. Sur ces 34, 10 étaient de Boston, 12 de New York et 12 de Los Angeles. Sur les 94 fonctionnaires, 60 étaient des travailleurs sociaux “de proximité”, chargés de la mise en œuvre des politiques publiques.

40. Témoignage non enregistré, pris en note.

*court et qui j'espère va se confirmer) qu'on va me proposer un poste de direction à la tête d'un autre organisme beaucoup plus grand, avec des programmes plus ambitieux et plus de moyens humains, où j'aurai plus de responsabilités et un statut plus enviable*⁴¹.

Bien sûr, les administrateurs de ces organismes ne sont pas directement responsables de la mise en œuvre des politiques publiques. Ce sont les travailleurs sociaux qui s'en chargent. Pour eux, l'existence de relations de partenariat avec les gangs est absolument vitale pour que les politiques publiques aient la moindre chance de produire les résultats escomptés. Par conséquent, les fonctionnaires de proximité fournissent les prestations dont on leur a confié la gestion aux membres des gangs ou aux résidents signalés par les gangs comme en ayant le plus besoin, et s'acquittent de leur tâche le plus efficacement possible. Ceux qui obtiennent des résultats concluants se voient récompensés par une promotion, qui leur garantit un traitement plus élevé, plus de prestige et de pouvoir dans l'administration, et des conditions de travail moins fatigantes physiquement et moins stressantes psychologiquement. Le témoignage de J.Q., 31 ans, fonctionnaire en rapport avec les gangs de New-York, traduit bien ce sentiment :

"J'ai travaillé dur avec les gangs, en essayant de répondre à leurs besoins, tout en collant aux objectifs du service. Mais je peux vous dire que j'étais vraiment heureux d'avoir cette promotion à la tête d'une autre division. Maintenant, je gagne plus d'argent et j'ai plus de responsabilités, mais surtout je peux me détendre, décompresser davantage. Je ne rentre plus le soir chez moi épuisé psychologiquement et physiquement, comme toujours avant quand je travaillais avec les gangs. Ce n'était pas tant parce qu'ils me menaçaient ou qu'ils me harcelaient, bien que ça soit arrivé, c'était plus le mélange de ce harcèlement continu et des problèmes que je rencontrais en essayant à la fois de leur fournir des prestations et d'obtenir leur coopération, pour atteindre les objectifs de la politique du service. Travailler à essayer d'obtenir tout cela, c'est ça que je trouvais vraiment épuisant, tout comme mes collègues".

P.L., 28 ans, travailleur social à Los Angeles, partage cet avis :

"J'ai été vraiment soulagé quand j'ai obtenu ma promotion. J'ai vraiment travaillé dur pour l'obtenir et je peux vous le dire, j'étais vraiment soulagé ! Assez bizarrement, ce n'est pas tellement le fait de travailler avec les gangs qui soit si stressant. C'est plutôt d'essayer de suivre les directives, vous savez, la mission que le service vous a confiée et le fait de toujours essayer de satisfaire à la fois vos employeurs et les gangs, pour s'assurer leur coopération. C'est vraiment lassant à la longue, et je suis heureux d'en être sorti".

Tous les fonctionnaires en charge de programmes sociaux relatifs aux gangs sont bien conscients des risques qu'impliquent les relations avec de tels "clients". Leur principal souci est donc d'éviter que leur organisme ne soit manipulé et instrumentalisé par les gangs. Ils ne veulent pas que ces derniers puissent intégrer puis quitter les programmes à leur guise, autrement dit,

41. Témoignage non enregistré, pris en note.

qu'ils ne fassent que profiter des prestations sans faire grand cas des règles posées ou des buts poursuivis par le programme en question. Par conséquent, ils adoptent tous la même stratégie dans la mise en œuvre des politiques sociales, en incitant les gangs à coopérer davantage, de manière plus souple et disciplinée. Il s'agit de ne pas systématiquement faciliter leur tâche, celle de leurs familles ou des habitants du quartier dont ils se font les défenseurs, dans la recherche et l'obtention des prestations désirées. Les fonctionnaires de proximité font en sorte de les fournir parfois rapidement et parfois plus lentement. Cette inégalité de traitement dans la distribution des aides et services attendus crée aussi un climat d'incertitude pour les gangs ; il s'agit ainsi de leur signifier clairement qu'ils ne disposent pas forcément de "prise" sur les fonctionnaires ou sur l'organisme qu'ils représentent, et que s'ils souhaitent que l'administration coopère, ils doivent eux-mêmes collaborer avec elle. Les fonctionnaires de proximité essaient de trouver le juste milieu entre donner trop ou trop peu ; autrement dit, ils tentent d'établir un juste équilibre dans le système de redistribution. En cette matière, les objectifs poursuivis par le responsable d'un organisme et ceux des travailleurs sociaux chargés de fournir les prestations divergent très nettement. Le premier tente de délivrer des prestations aussi efficacement que possible, tout en prenant le minimum de risque pour lui-même et son service, alors que les seconds cherchent à obtenir la coopération et la docilité de leurs "clients" (mais pas toujours avec un objectif d'efficacité), tout en réduisant les risques qu'eux-mêmes encourent⁴².

En résumé, chaque partenaire (les gangs et les fonctionnaires) a une perception assez différente de la nature même de ces relations d'échanges prudents. Mais il semble néanmoins que les deux parties aient réussi à s'en accommoder, en ajustant leurs comportements.

III - LES ANIMATEURS SOCIOCULTURELS DES ASSOCIATIONS DE QUARTIER ET LES GANGS

Certains agents, que j'appellerai des "agents parapublics" ("nongovernment bureaucrats") jouent un rôle important en matière de politique sociale. En effet, dans presque toutes les enclaves de grande pauvreté des métropoles américaines, on trouve des associations communautaires à vocation sociale à but non lucratif, dotées d'animateurs socioculturels permanents, qui fournissent des prestations dans les quartiers. J'appellerai ces organismes "associations de quartier" ("grassroots agencies"). Presque toutes sont largement subventionnées par des fonds publics pour mener leurs actions⁴³. Tout se

42. Voir la réflexion de Michael Lipsky sur les différences entre les travailleurs sociaux et les directeurs d'organismes publics et parapublics centraux dans *Street-Level Bureaucracy : Dilemmas of the Individual in Public Services*, New York, Russell Sage Foundation, 1980, pp. 18-23.

43. Notons quand même que toutes les subventions ne sont pas d'origine gouvernementale. Une partie provient des Eglises et des services paroissiaux, d'autres de fondations privées

passer comme si elles étaient en quelque sorte "sous contrat" avec les antennes locales des organismes publics et parapublics, pour délivrer directement des prestations aux résidents les plus pauvres ; elles apparaissent donc de fait comme des prolongements de l'administration ; elles sont à ce point dépendantes des crédits publics qu'elles sont amenées sinon à suivre les directives et à rencontrer les objectifs des différentes politiques publiques, au moins à faire en sorte de ne pas les contrer.

Pour les différents organismes publics et parapublics gouvernementaux, il apparaît souvent moins coûteux de financer les associations de quartier que d'étendre les différents services locaux et fédéraux existants. C'est ce qu'affirme L.B., 48 ans, responsable d'un organisme fédéral, chargé de la gestion de certaines aides sociales dans les quartiers pauvres de New York :

"Je peux vous expliquer assez simplement pourquoi on arrive à trouver des crédits pour financer plusieurs associations sociales de quartier, afin qu'elles puissent fournir des prestations aux habitants les plus pauvres : c'est parce que ni cet (mon) organisme ni aucune autre antenne locale ne pourrait s'en charger pour le même coût. On serait même plutôt loin du compte. La différence, c'est que nous, on aurait des charges salariales lourdes, alors que ces associations n'en ont pas. Non seulement dès le départ, on aurait des salaires plus élevés à payer, mais on aurait aussi l'assurance-maladie, les indemnités de retraite et de chômage, les congés payés, des choses comme ça. Pour vous dire toute la vérité, la plupart de ces prestations ne parviennent pas à empêcher les mêmes de rejoindre les gangs et de faire des dégâts. Mais au moins avec ce système, nous, on ne perd pas d'argent".

Les antennes locales des administrations estiment, en second lieu, que ces associations communautaires, issues des quartiers eux-mêmes, sont par conséquent plus à même que leurs propres fonctionnaires de gagner la confiance et la coopération des habitants et des gangs. En clair, elles pensent qu'elles ont plus de chance d'être efficaces. C'est ce qu'explique N.T., 52 ans, fonctionnaire de proximité à Los Angeles :

"Il faut être honnête, quels que soient les efforts que moi-même ou d'autres membres de mon service on peut faire, on n'aura jamais l'impact que les animateurs de l'association de quartier peuvent avoir. Ils possèdent un grand atout sur nous, celui de connaître les gens avec lesquels ils essaient de travailler puisqu'ils vivent et travaillent dans le même quartier qu'eux. Bref, c'est pourquoi on leur donne de l'argent, pour qu'ils puissent travailler avec les gangs"⁴⁴.

(suite note 43) d'entreprise ; mais une écrasante majorité vient des organismes publics et parapublics centraux, des États fédérés, ou des collectivités locales. Pour une bonne description de ce système de financement, voir Cooper (Charles N.), "The Chicago YMCA Detached Workers : Current Status of an Action Program", in Klein (Malcolm W.), ed., *Juvenile Gangs in Context : Theory, Research, and Action*, Englewood Cliffs, N.J., Prentice-Hall, 1967, pp. 183-193.

44. Témoignage non enregistré, pris en note.

La position des animateurs des associations de quartier ressemble par certains côtés à celle des travailleurs sociaux et des hommes politiques, dans la mesure où leurs relations avec les gangs sont fondées sur un échange à caractère social. Cependant, la nature même de ces relations d'échanges apparaît plutôt différente de celles impliquant les deux autres catégories. Le gang et les animateurs des associations de quartier ont établi des relations d'échanges fondées principalement sur l'interdépendance ("dependent-exchange relationship"). Dans ce type d'interaction, les deux parties deviennent de fait "alliées" face aux organismes publics et parapublics prestataires d'aides financières et de services divers⁴⁵.

Ce phénomène d'alliance, d'appui et de défense réciproque s'explique par deux raisons : d'abord, ces associations font partie intégrante du quartier. Elles y sont implantées physiquement, et leurs animateurs sont eux-mêmes souvent issus de familles pauvres. De fait, nombre d'entre eux sont d'anciens membres de gangs⁴⁶. Compte tenu de leur réelle proximité, les gangs estiment que s'ils aident ces associations à recevoir des subventions pour conduire leurs programmes sociaux, ils obtiendront du crédit auprès des habitants du quartier pour permettre d'insuffler des crédits supplémentaires dans les organisations communautaires. Le témoignage de Piper, 15 ans, membre d'un gang irlandais de Boston, est éclairant :

*"Tu vois, si on aide l'association à obtenir des crédits supplémentaires, alors on aura des retours dans le quartier parce qu'on aide à rapporter du fric pour le quartier et que du coup, on aide des gens du quartier (les animateurs de l'association) à s'en sortir. Alors on fait savoir aux gens de l'administration, en fait, on fait savoir à tous ceux qui ont des thunes à dépenser pour lutter contre les gangs, qu'on préfère traiter avec les gens de l'association, parce qu'on peut leur faire confiance"*⁴⁷.

Si les gangs se font ainsi les défenseurs des associations de quartier, c'est aussi parce qu'ils peuvent davantage contrôler leurs animateurs que les travailleurs sociaux. La plupart des gangs savent par expérience que les permanents des associations sont, en général, beaucoup moins méfiants et soupçonneux à leur égard que les travailleurs sociaux. En effet, ils sont tous issus du même environnement local et chacun comprend parfaitement ce que l'autre attend de la relation. De plus, les gangs sont conscients que les associations de quartier sont beaucoup plus dépendantes de leur bonne volonté pour obtenir des subventions qu'aucune autre administration. Par conséquent, ils pensent pouvoir faire mieux pression sur leurs responsables, pour obtenir, en

45. Pour un excellent exemple, voir Woodson (R.), ed., *Youth Crime and Urban Policy : A View from the Inner City*, Washington, D.C., American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1980. Actes d'un colloque financé par The American Enterprise Institute, Washington, D.C., mai 1980.

46. Voir aussi Moore (Joan W.), *Homeboys : Gangs, Drugs, and Prisons in the Barrios of Los Angeles*, Philadelphia, Temple University Press, 1978, pp. 129-148.

47. Témoignage non enregistré, pris en note.

fin de compte, plus de prestations. En réalité, les choses sont cependant plus complexes. Si les gangs reçoivent en général un volume plus important de prestations des associations de quartier que des autres organismes publics, ces services demeurent relatifs, dans la mesure où les associations ont moins de fonds à distribuer que toutes les autres administrations. Pour corriger cette situation, les gangs plaident pour que leur association de quartier reçoive plus de moyens financiers. Leur stratégie habituelle consiste alors à faire savoir aux décideurs politiques qu'ils préfèrent travailler avec ces associations communautaires ; ils ajoutent à cela une dose de résistance prudente à une ou plusieurs administrations en charge des programmes sociaux. Le commentaire de Sale, 19 ans, membre d'un gang de New York, illustre bien cette stratégie :

“On essaie d'aider nos potes (“brothers”) de l'association à s'en sortir et on tâche de leur obtenir plus de fric pour conduire leurs actions... Eh bien, ce qu'on essaie de faire, c'est de faire savoir à tous ceux qui ont des thunes qu'on aimerait plutôt traiter avec cette association. Tu sais, on essaie de faire passer le message qu'on a confiance en eux et qu'on travaille mieux avec eux. Et si le message ne passe pas comme ça, on fout le bordel dans les autres programmes pour bien donner l'impression qu'ils ne sont pas aussi efficaces... Tu dois bien comprendre qu'on sait parfaitement que des associations comme celle de notre quartier n'auront jamais tellement plus de fric qu'aujourd'hui ; mais on essaie d'en obtenir autant qu'on peut, parce qu'on peut mieux s'entendre avec eux qu'avec les autres administrations. Eh, en fait, en réalité, on essaie des les aider et ils font pareil pour nous”.

Les animateurs sociaux des associations de quartier soutiennent les gangs de manière plus indirecte et subtile. Dans leurs discours, ils commencent par mettre en garde contre le caractère dangereux et criminel des gangs et insistent sur les menaces qu'ils font peser si le problème n'est pas traité. Ils plaident aussi pour la réhabilitation, l'intégration et la réinsertion des membres des gangs dans la population active, déplorant le gâchis actuel de jeunes talents que cette démission des pouvoirs publics entraîne. Enfin, ils revendiquent une augmentation des budgets qui leur sont alloués, en faisant valoir qu'ils représentent le meilleur relais auprès des gangs, qu'ils sont en mesure de travailler au mieux avec eux et qu'ils sont finalement les mieux placés pour induire un changement effectif d'attitude de leur part. Ils s'appuient encore sur leur longue expérience de ce type de travail, font valoir le nombre important de succès qu'ils ont remporté avec un manque criant de moyens financiers, succès qui pourraient être multipliés et amplifiés si les crédits qui leur étaient attribués augmentaient. Ils renchérissent en outre sur le thème porteur du développement social des quartiers, autrement dit, ils présentent leurs efforts avec les gangs comme l'un des aspects essentiels du développement économique des zones de grande pauvreté.

C'est ce qu'exprime bien H.P., 38 ans, animateur d'une association de quartier à Los Angeles :

“Le problème des gangs est bien réel dans ce quartier et les programmes sociaux actuels sont seulement partiellement efficaces. Nous ici, dans l’association de quartier, ça fait maintenant cinq ans qu’on travaille avec les gangs et on a réussi à faire plutôt du bon boulot. Ça s’explique par le fait qu’on est nous-mêmes issus du quartier et qu’on peut instaurer des relations plus étroites avec les gangs que, disons, les autres organismes. C’est une honte que tant de mômes avec de réelles capacités soient paumés et laissés pour compte parce qu’il n’y a pas suffisamment de programmes sociaux pour les rattraper. Le vrai problème, c’est qu’on manque de moyens financiers dans l’coin. On a eu des programmes efficaces et on pourrait les étendre, mais notre principal problème, c’est de trouver des fonds pour agir. Au lieu de mettre en place de nouveaux programmes, on doit constamment se soucier de savoir si on aura assez d’argent juste pour permettre à l’association de survivre”.

De manière générale, les animateurs des associations de quartier sont plus à même de servir de relais auprès des gangs que les fonctionnaires. Parfois, ce sont aussi eux qui peuvent le mieux induire une évolution de leurs comportements, même si elle n’est que temporaire. Mais globalement, ils ne sont pas tellement plus efficaces que les autres organismes dans la régulation des conduites des gangs ou pour endiguer leur prolifération⁴⁸. Ce qui différencie les associations de quartier des autres organismes sociaux, c’est surtout leur dépendance par rapport aux gangs pour assurer leur propre survie ; sans la présence des gangs, leur utilité sociale et, partant, leur légitimité seraient très sérieusement remises en cause. C’est pourquoi les animateurs de ces associations deviennent les défenseurs des gangs de leur quartier. Les gangs le savent et en profitent largement. C’est ce que met parfaitement en évidence Fat Mack, 17 ans, membre d’un gang de Los Angeles :

“Tu vois, l’association de quartier n’a pas beaucoup de fric pour vivre et pour agir, alors ils sont en position de dépendance par rapport à nous. Si on n’existait pas, alors on n’aurait pas tant besoin d’eux ici, alors ils disent de temps en temps à la presse qu’on fait les sauvages dans les rues, qu’on a fait telle ou telle chose déconnaante. J’veux dire, c’est comme quand les profs à l’école parlent de la C.I.A., pour un peu, on penserait qu’ils sont partout. C’est parfois comme ça qu’ils nous décrivent. Nous, ça nous fait marrer. On sait qu’ils sont obligés de faire ça pour obtenir un peu plus de moyens financiers ; et s’ils n’y arrivent pas, on se la joue un peu, et alors ils peuvent sortir leur baratin. Et souvent c’est comme ça qu’ils obtiennent plus de thunes... Alors comme ça, on les aide à s’en sortir, mais on s’y retrouve largement plus tard quand on négocie avec eux, parce qu’ils savent bien qu’on peut foutre le bordel dans leurs affaires”.

48. Quelques succès ont certes été remportés dans la modification des comportements violents des gangs et le ralentissement de leur expansion, mais le nombre de services efficaces apparaît dérisoire rapporté au nombre de ceux qui interviennent effectivement dans les enclaves pauvres. Pour une réflexion sur les conditions du succès de quelques programmes, voir Woodson (Robert L.), *A Summons to Life : Mediating Structures and the Prevention of Youth Crime*, Cambridge, Mass. : Ballinger Publishers, 1981, pp. 45-107.

QUELQUES REMARQUES POUR CONCLURE

Dans ce chapitre, on a décrit comment les gangs étaient reliés aux administrations dans les villes où ils opèrent. On a présenté des données qui montrent que les hommes politiques, les fonctionnaires et les animateurs des associations de quartier sont les trois agents principaux qui servent de relais entre les gangs et les pouvoirs politiques locaux. On a démontré aussi que toutes les parties en présence ont instauré une certaine forme de relations d'échanges. On a établi en outre que les gangs entretenaient des relations d'échanges spécifiques avec chaque agent du gouvernement : relations d'échanges à caractère opportuniste et instrumental avec les hommes politiques ; relations d'échanges prudents avec les fonctionnaires ; relations d'interdépendance avec les animateurs des associations de quartier.

Les fondements de chacune de ces relations d'échanges sont donc avant tout d'ordre socio-économique et d'intérêt politique bien compris de part et d'autre. Ainsi, dans les échanges opportunistes, les hommes politiques se servent des gangs pour maintenir leur pouvoir politique, et les gangs utilisent les hommes politiques pour obtenir des avantages d'ordre matériel et politique. Les deux parties instaurent donc des contacts seulement quand le contexte se prête à de telles transactions. L'une des principales caractéristiques de ce type de relations d'échanges est que les liens entre les parties sont plus distendus et intermittents que dans les deux autres configurations relationnelles. Cependant, en raison même du caractère très occasionnel des contacts, que les deux parties reconnaissent et recherchent comme tels, des relations d'échanges plus ou moins chaotiques sont nées.

Ce chapitre s'appuie aussi sur des données montrant que les différents fonctionnaires et les gangs entretiennent des relations d'échanges prudents. Il est important de retenir qu'ici, les fonctionnaires de proximité et les membres des gangs ont une acception différente de la notion de "prudence". Pour les seconds, il s'agit d'obtenir avec habileté et astuce les prestations que fournissent les travailleurs sociaux. Pour ces derniers, il s'agit de fournir efficacement des aides et des services aux personnes en difficulté, mais d'agir assez prudemment pour ne pas mettre en péril leur promotion éventuelle dans l'administration. Ainsi, il est assez fréquent de voir des travailleurs sociaux demander à leur administration de tutelle la possibilité de maîtriser entièrement la gestion de certains services délivrés aux gangs, sans devenir pour autant leurs défenseurs : ils souhaitent, en effet, éviter de déclencher un tollé général si certains affirmaient que le produit des impôts ne servait finalement qu'à aider les gangs. Cela mettrait en péril la légitimité des organismes publics et parapublics prestataires et menacerait les ambitions professionnelles des fonctionnaires. La nature de ces relations diffère de celles d'échanges opportunistes, en ce qu'elles apparaissent moins dissimulées et inavouables. Les liens entre les deux parties sont plus consistants, moins superficiels.

Enfin, certaines données mettent en évidence que des relations d'interdépendance existent entre les gangs et les associations communautaires à but non lucratif. Leur fondement est à rechercher dans le fait que les gangs estiment qu'ils peuvent davantage faire confiance aux animateurs de ces associations, parce qu'ils sont eux aussi issus du quartier ; ils sont persuadés qu'ils peuvent recevoir de leur part plus de prestations, parce qu'ils exercent un certain ascendant sur eux. Quand cela réussit, les gangs dépendent donc plus des associations que de tout autre organisme, et ils plaident souvent en leur faveur, pour que les responsables associatifs obtiennent des crédits supplémentaires. Pour les animateurs de quartier, les gangs représentent la plus importante ressource dans leurs efforts pour assurer des subventions à l'association. Ils dépendent fondamentalement des gangs et deviennent donc leurs défenseurs. Les menaces que font peser les gangs fournissent aux responsables associatifs locaux un puissant motif pour justifier les demandes d'augmentation de leurs maigres budgets. Les gangs représentent donc un moyen efficace pour s'assurer d'une légitimité auprès de l'administration et, en dernière analyse, le financement nécessaire au maintien de leur travail. Etant donné la dépendance de l'association, les contacts entre ces deux parties sont plus fréquents et plus étroits que dans aucune autre relation d'échange.

Pour conclure, on doit souligner un point important : tous les groupes politiques (hommes politiques, travailleurs sociaux et animateurs des associations de quartier) ont en commun de mettre en œuvre ou de soutenir une politique publique officiellement conçue soit pour éliminer les gangs ou au moins pour contrôler leurs activités de manière significative. Cependant, pour étendre ou protéger leurs propres intérêts, ils travaillent tous de fait avec les gangs. En dernière analyse, les liens quasi-formels ainsi produits relèvent plus de la régulation et de l'accommodement ; ils contribuent effectivement à asseoir la persistance des gangs, puisqu'ils impliquent en retour une plus grande immersion de ces derniers dans la société toute entière.